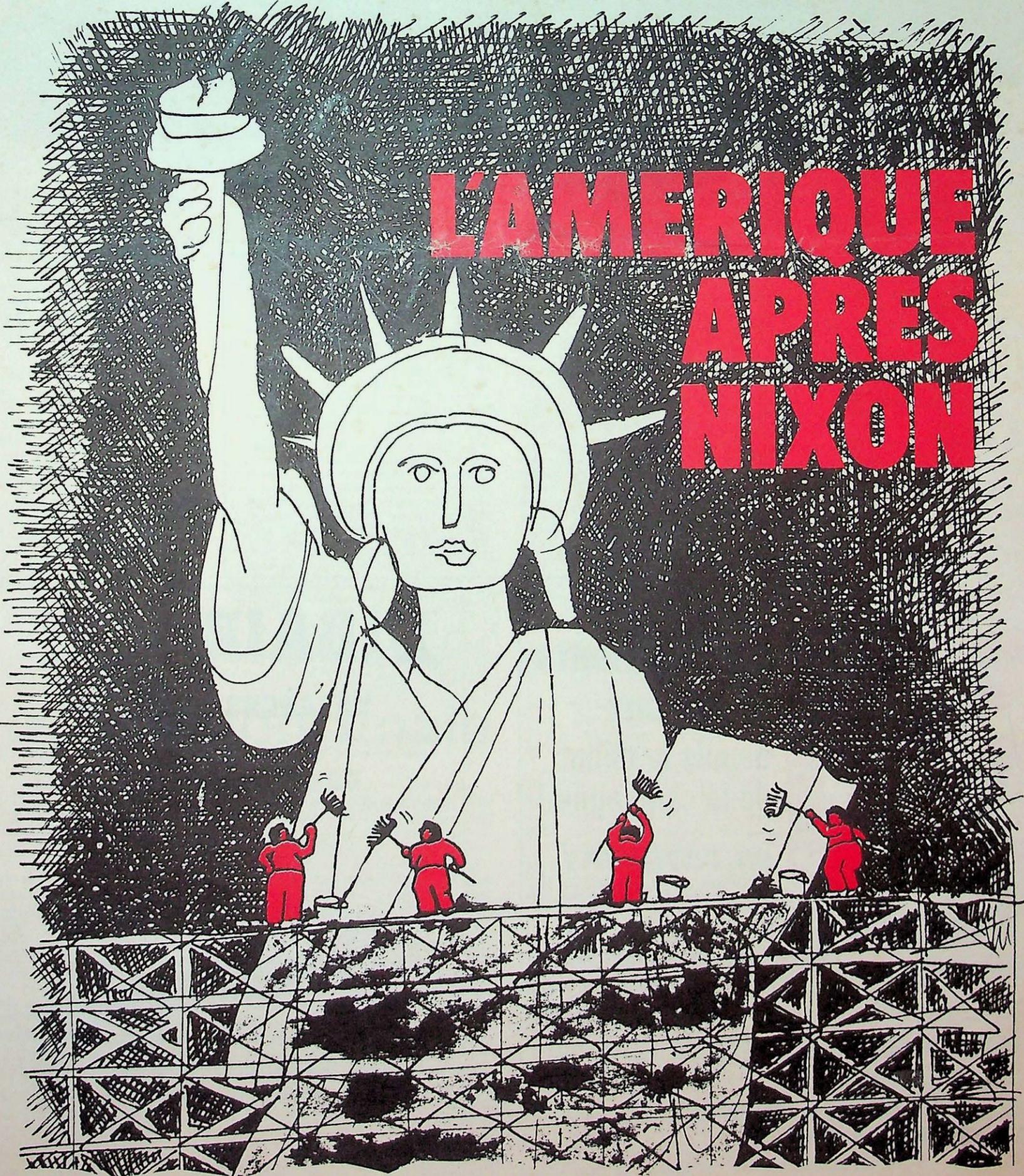


conseil national du PSU



Tribune

socialiste



L'AMERIQUE APRES NIXON

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Jacqueline Allée — Jacques Bertin —
Françoise Claire — Michel Rocard.

Photos : AGIP (6). AFP (4).

Dessins : Barou (9-12). D.R. (6-7).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

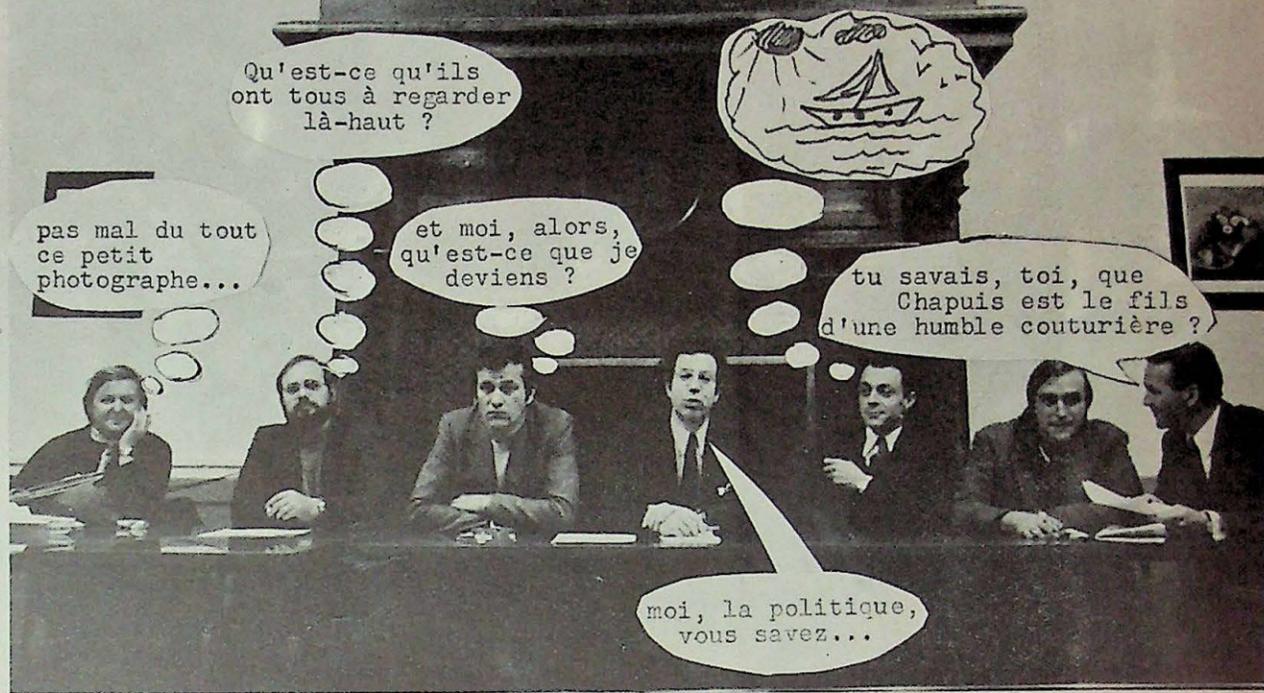
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.,
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e



Tu aimeras le Seigneur ton Dieu. De tout ton Cœur,
De toute ta Vie. De toute ta Pensée

Marc 12-30



ABONNEMENTS

Pour un an

Promotion : 40 F (valable 3 mois)

Normal : 60 F

Soutien : 100 F

Adressez votre abonnement à « TRIBU-
NE SOCIALISTE » - Administration - 9,
rue Borromée, 75015 PARIS - C.C.P.
Paris 5826-65.

CALENDRIER

● 29, 30 nov. et 1^{er} déc. Vannes (56) :
suite semaine de cinéma breton.

● 30 nov. (21 h) Versailles (78) - Mai-
rie, salle du Tribunal : réunion-débat
sur l'inflation, animée par Robert Cha-
puis.

● 30 nov. et sam. 1^{er} déc. : 16 h -
18 h 15 - 20 h 30 : projection de « His-
toires d'A » Université Paris VII. Place
Jussieu. Amphî 24.

● 1^{er} déc. à Paris (10^e) - Bourse du
Travail, 15 h à 17 h 30 : diapos, films,
discussions sur la crise chez les ani-
mateurs de centres de vacances.

● 1^{er} déc. (15 h) à Aubervilliers (93) -
Bourse du Travail, 13, rue Pasteur :
« 6 heures anti-racistes ».

● 1^{er} déc. (20 h 30) à Versailles (78) -
Centre 8, 8, rue de la Porte de Buc :
meeting du Comité Mohamed Diab.

● 1^{er} - 2 déc. (15 h) à Herblay (95) -
MJC, chemin de Montigny : week-end
sur l'Afrique - films-débats.

● 4 déc. (20 h 30) Paris : Mutualité -
Meeting des Amitiés franco-albanaises

**Y en a qui s'en seraient chargé.
On a préféré prendre les devants...**

invitation

La MIC de Courbevoie, c'est des gens courageux et indépendants. Alors, ils ont des tas d'ennuis avec la municipalité giscardienne, qui voudrait bien les faire disparaître. Le moyen le plus simple, c'est de taper à la caisse, en essayant par exemple, de leur imposer un loyer exorbitant pour les locaux qu'ils occupent et animent. C'est une première raison — politique — de les aider.

La deuxième raison, c'est politico-pratique : c'est bientôt la période des étrennes. Autant acheter à vos gosses des trucs intelligents. Depuis quatre ans, la MIC organise une foire annuelle aux livres d'enfants. On y trouve, à côté des « classiques » de la littérature enfantine, toutes les nouveautés de l'année, dans le domaine du roman, de

la B.D., de l'album, etc. C'est fait sérieusement et sélectionné par des gens qui s'y connaissent et s'intéressent à leur boulot. Et comme, en plus, on prend pas les gens pour des cons, on ne se contente pas de les convier à acheter : on peut aussi discuter. Deux tables rondes sont prévues sur les thèmes « l'enfant et le livre d'images » et « les thèmes des romans pour enfants ».

La MIC de Courbevoie, 184, boulevard Saint-Denis, vous invite les 1^{er} et 2 décembre, toute la journée. Les tables rondes sont à 16 heures. On pourra acheter aussi des jolis jouets faits dans des jolies matières. En bois, en chiffon, en tricot. C'est tout. On s'est dit comme ça que ça pouvait vous intéresser.

● Conférence de presse du Bureau National après le Conseil national sur le thème : la place du PSU dans le courant laïc autogestionnaire...

De gauche à droite : Irène Charamande, Pierre Bourguignon, Jean Le Garrec, Robert Chapuis, Michel Rocard, Alain Rannou, Bernard Jaumont.

(Photo Pascal Lebrun).

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

691 abonnements
nouveaux
depuis le début
de la campagne !
on continue !

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

LIBAIR

VACANCES
VOYAGES
LOISIRS

VACANCES A LA NEIGE

1 semaine à SAMOENS

à partir de 315 F

1 week-end au MONT DORE

à partir de 170 F

VOYAGES EN LIBERTE

Du 22 décembre au 2 janvier :

NOEL au SAHARA

1150 F

NOEL au SENEGAL

1600 F

EXPEDITIONS

Du 18 décembre au 6 janvier :

MAROC GRAND SUD

1000 F

PARIS-TAMANRASET

1600 F

Du 22 décembre au 1er janvier :

MEXIQUE

2390 F

3 semaines au KENYA

2695 F

VOYAGES A LA CARTE

adaptés à vos projets

nous avons beaucoup de séjours à vous proposer. DEMANDEZ NOTRE BROCHURE

BON A DECOUPER ET A RETOURNER

LIBAIR, 17 rue de Turbigo - 75002 PARIS - Tél. 231.97.94

Ag. Voy. Lic. A 669 - R.C. Paris 73 B 188

NOM..... Prénom.....

Rue..... N°.....

VILLE..... Dépt.....

Je désire recevoir votre documentation.....

Robert Chapuis : et maintenant,
2 abonnés par militant !

CONSEIL NATIONAL



• sur deux pieds

MICHEL MOUSEL avait donné le ton, en ouvrant samedi matin, au nom de la Fédération de Paris, les travaux du Conseil National du PSU : c'est un nouveau parti qui est né en cette année 73. Il aura fallu un an, depuis le Congrès de Toulouse et l'adoption du manifeste, jusqu'à ce Conseil national et le mandat donné à la Direction de rechercher la signature, avec les autres forces de gauche, d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Une année « riche en événements » au cours de laquelle « le parti a repris confiance en lui-même et a réappris à travailler. Où il a cessé d'être un parti-objet pour devenir un parti-sujet, intervenant consciemment sur le terrain de la lutte des classes ».

En décembre 72, à Toulouse, le PSU faisait le choix ferme du socialisme autogestionnaire. Il vient de faire, tout aussi fermement, celui de l'unité d'action. Ce double choix, chacun en est conscient et la presse ne s'y est pas trompée, est le signe du

rôle grandissant et décisif que notre parti est désormais amené à jouer dans le combat pour le renversement du régime et la construction d'une société socialiste. Il repose sur une double conviction : celle que, dans un pays comme la France, le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas ; et celle que le combat ne peut être mené que dans l'unité de toutes les forces du mouvement ouvrier. « Il nous faut savoir marcher sur nos deux pieds » disait Chapuis à la tribune.

Que s'est-il donc passé en un an ? Michel Rocard devait le rappeler, en présentant le rapport du Bureau National. En décembre 72, adoption du Manifeste : un projet de société est défini, ainsi qu'une stratégie générale, celle du contrôle ouvrier et populaire. En mars 73, le combat des législatives est un échec « relatif, significatif, important ». Relatif, parce que si les résultats en voix sont maigres et décevants, la campagne, en revanche, aura été riche, pleine de promesses : le

thème de l'autogestion et du contrôle accroche, sensibilise, enthousiasme parfois. Tous ceux qui ont fait campagne, tenu des réunions, participé à des meetings s'en sont rendu compte : il y a là, en germe, quelque chose qui naît, qui surgit, qui dépasse déjà le seul PSU, mais où le PSU aura à jouer un rôle moteur.

Mais mars vient trop tôt après décembre, beaucoup de temps a été perdu, depuis 68, où il a fallu maîtriser le bouillonnement extraordinairement riche du mouvement de mai, l'intégrer, le synthétiser, en faire une arme efficace, nettoyée des illusions et des impatiences du gauchisme. L'influence externe du parti n'a pas eu le temps d'être refaite, et nous partons à la bataille, coincés dans le phénomène de la bipolarisation.

« Le Parti — dit Rocard — est sorti de ces élections affecté, incertain, pris de doute sur son avenir ».

Il n'aura guère le temps de s'appesantir sur ses états d'âme... Déjà le temps des urnes est passé, et voici le temps des luttes. Les lycéens, les O.S., les immigrés, les paysans du Larzac, les femmes qui revendiquent le droit à la libre disposition de leur

corps. Et puis Lip, bien sûr, l'extraordinaire mouvement des Lip — qui sera au cœur des travaux de ce Conseil national.

« Au fil des mois, la puissance d'intervention du courant autogestionnaire s'affirme plus forte que jamais ».

Mais, et on en arrive ici à ce qui a amené la direction du PSU à proposer aux délégués au Conseil le projet de pacte d'unité d'action anticapitaliste — et qui va être le nœud de ces trois jours de débats et de travail. Mais il reste à régler la question des passages nécessaires, des débouchés, des luttes. Comment passer du ponctuel au global, du social au politique ? Ce sont là les enjeux nouveaux pour le P.S.U. et pour tout le mouvement ouvrier.

Ces passages se font mal, sinon pas du tout. La combativité des travailleurs est évidente, de plus en plus affirmée, et s'exerce tous azimuts, sur l'ensemble du champ social : et pourtant ! Le régime, discrédité, éclaboussé par les scandales, est sorti vainqueur des élections, diminué certes, mais vainqueur. Et les forces du Programme Commun démontrent tout à la fois leur impuissance à renverser

• résolution finale

DANS le mouvement ouvrier français s'affirme, à travers les luttes, un véritable courant social qui met en œuvre le contrôle ouvrier et le contrôle populaire et pour nombre de travailleurs qui s'y inscrivent, l'autogestion représente, même de façon confuse, une perspective politique.

Cette perspective révolutionnaire de l'autogestion socialiste est radicalement différente de celle que propose la gauche traditionnelle : la construction du socialisme ne pourra être entreprise que si les travailleurs exercent eux-mêmes leur pouvoir.

Elle s'oppose à l'aspiration du parti communiste à une forme de « capitalisme d'Etat » et au refus du PS d'envisager le dépassement de la démocratie bourgeoise et d'un

système capitaliste « amélioré ».

Cette perspective implique que la transition au socialisme ne peut être envisagée à travers l'utilisation de l'Etat actuel, avec son appareil administratif et répressif modelé par le capitalisme. Cet état devra donc être progressivement détruit et remplacé par les organes du pouvoir créés par les travailleurs. Cet objectif fondamental ne peut être atteint dans le cadre de la stratégie actuelle d'union de la gauche (PC - PS), dont le programme commun ne prévoit aucun bouleversement révolutionnaire de la société et de l'état actuel, et qui privilégie le terrain électoral pour l'affrontement avec la bourgeoisie.

Structurer et renforcer le courant autogestionnaire est donc fondamental pour notre stratégie. Pour

créer de nouveaux rapports de force au sein du mouvement ouvrier, il faut effectivement exister comme force politique.

L'essentiel aujourd'hui pour la structuration du courant socialiste autogestionnaire est d'associer étroitement des mouvements, des organisations, des collectivités qui, « politiques » ou non, se fixent comme objectif l'autogestion socialiste au sein d'un large mouvement pour l'Autogestion Socialiste.

nécessité de l'unité d'action

Notre orientation, l'axe stratégique du contrôle ouvrier, les mots d'ordre de transition vers l'autogestion socialiste, correspondent aux nécessités de la société et aux

aspirations d'une grande partie des travailleurs.

Mais cette stratégie ne peut déboucher sur la prise du pouvoir que si elle est étendue à l'ensemble de la classe ouvrière et à de larges masses populaires. C'est le sens de notre objectif d'Unité ouvrière et d'Unité populaire.

Cette extension ne peut se réaliser sans prendre en compte le niveau réel de conscience des masses. Celui-ci se traduit notamment dans les organisations syndicales, CGT et CFDT, et par l'emprise des organisations à orientation réformiste, PC et PS, sur de larges masses et sur de nombreux militants.

Il est vain de vouloir chercher une unité efficace en dehors d'un processus d'alliance au niveau des forces que s'est données la classe ouvrière au cours de son histoire. Une unité conclue totalement en dehors de ces forces peut certes connaître des succès partiels. Elle

► sur deux pieds

ce régime (faute d'avoir su intégrer les aspirations nouvelles révélées depuis mai 68, seule condition à une véritable mobilisation populaire) et qu'elles continuent malgré cela à capter l'essentiel de la confiance des travailleurs sur le terrain politique : le mouvement révolutionnaire, et singulièrement le nouveau courant autogestionnaire, n'ont pas su encore devenir crédibles aux yeux des masses.

Comment réaliser ces passages ? Comment faire déboucher les luttes des travailleurs, cantonnées aux terrains économique et social, sur le terrain politique et s'attaquer donc au Pouvoir central, au Pouvoir d'Etat ? Telle était la question posée par le Bureau National au parti. La réponse tient en une évidence et une hypothèse, et détermine une condition.

L'évidence : la nécessité de déclencher une dynamique de masse. L'hypothèse (étayée par la pratique des luttes actuelles, et notamment des Lip) : la stratégie de contrôle correspond aux besoins et aux aspirations des travailleurs. Elle surgira et s'imposera dans le cas d'un ébranlement de masse.

La condition enfin : l'action unitaire est indispensable tout à la fois au déclenchement de cette dynamique et au surgissement victorieux de cette stratégie. La traduction pratique étant le projet de pacte d'unité d'action anticapitaliste.

deux types de sensibilité

C'est donc cette analyse, et ce projet qui ont été adoptés à la majorité de 62,5% des votants (73% des exprimés). Nos camarades qui ont voté contre se répartissant sur deux autres textes, exprimant deux types de sensibilité.

Celle de nos camarades de « Vers le Communisme », qui refusent toute référence au « mythe autogestionnaire », met l'accent sur « la priorité de la lutte contre l'idéologie technocratique ». Ils distinguent nettement, à l'intérieur des syndicats, et essentiel-

lement de la CFDT, une gauche qui, disent-ils, s'est puissamment manifestée depuis mai 68, et notamment dans des luttes récentes, comme au Larczac ou à Lip. C'est avec cette « gauche ouvrière et syndicale » avec aussi le courant des paysans-travailleurs qu'il convient de travailler, de se regrouper — à l'exclusion de tout accord au sommet avec les appareils réformistes. C'est avec elle qu'il convient de forger le parti révolutionnaire sur les mots d'ordre du contrôle ouvrier, du contrôle populaire, de l'unité ouvrière et populaire.

« Le rapport du B.N. fait l'impasse sur l'évolution des forces sociales » devait dire Fontès à la tribune. « Le pacte que vous nous proposez ne peut, compte tenu du rapport de forces, qu'aboutir à une modification du programme commun. Il nous fera per-

dre l'oreille de ceux qui mènent les luttes ».

Ce qui ne veut pas dire que ces camarades refusent l'unité d'action avec les partis de gauche réformiste. Mais elle doit rester ponctuelle et limitée. Tout accord d'ensemble équivaldrait à nous lier les mains. Et Fontès concluait : « Vive l'unité d'action au coup par coup ! »

La deuxième sensibilité est moins tranchée, plus difficilement analysable. Concrétisée par le texte signé par les Fédérations du Cher et de l'Indre-et-Loire, elle traduit le malaise et l'inquiétude d'un certain nombre de petites fédérations de province devant les risques d'une confrontation avec des partis et des forces puissantes — et notamment avec le PCF. Cette inquiétude s'est exprimée dans l'emploi fréquent d'un certain nombre

d'images : « La lutte du pot de terre contre le pot de fer ». « La poussière révolutionnaire aspirée par l'aspirateur du programme commun », etc.

des garde-fous

Pour ces camarades, qui ont donc refusé le projet de pacte, il convenait de renforcer d'abord le parti et le mouvement autogestionnaire avant de lancer l'un et l'autre dans une mécanique d'alliance conflictuelle risquant de les laminer, de les écraser. Divergence donc portant moins sur le fond du projet lui-même que sur son opportunité dans la période actuelle.

On pouvait d'ailleurs noter ce même type de réticences à l'intérieur même de la majorité qui a adopté le projet de pacte. Réticences plus ou moins nuancées, s'exprimant notamment



L'ancien et le nouveau : une passation des pouvoirs dans un climat d'une totale sérénité...

► résolution finale

ne pourra pas déboucher sur la prise du pouvoir.

Par ailleurs, cette recherche de l'unité à un double niveau (à la fois sur des objectifs et avec les organisations) est la seule qui puisse préparer non seulement le renversement du régime, mais aussi la période de transformation révolutionnaire de la société dans son ensemble.

Notre politique doit donc s'orienter vers la réalisation d'une forme d'unité à la fois dynamique et conflictuelle qui favorise les mutations internes du mouvement ouvrier au fur et à mesure des étapes de son affrontement avec la bourgeoisie.

L'affaiblissement politique du régime, l'aggravation des contradictions qu'il subit, l'incapacité où il est de contrôler le processus de restructuring du capitalisme ont provoqué de multiples luttes au sein desquelles le courant autogestionnaire a pris une part souvent déterminante et par lesquelles il a largement renforcé son influence.

Mais, malgré des victoires partielles, ces luttes restent ponctuelles et n'ont pas débouché politiquement suffisamment.

Or, l'affaiblissement même du régime (gouvernement Pompidou) peut ouvrir aujourd'hui une perspective de crise (de régime). La bourgeoisie se prépare à y répondre, soit avec des solutions autori-

taires, soit avec une nouvelle offensive d'apparence libérale.

Les forces populaires ne peuvent rester inactives devant cette situation : elle peut au contraire leur offrir une chance de renverser le régime. Il n'y a cependant pas, l'expérience l'a montré, de possibilités de renversement du régime sans que les forces autogestionnaires soient activement partie prenante à la coalition populaire. Il est de leur responsabilité d'élargir l'unité en en changeant la nature.

La réponse à cette situation réside dans la réalisation d'un Pacte d'Unité d'Action anticapitaliste.

Il s'agit de la conclusion d'un accord d'unité d'action entre les organisations politiques et syndicales qui ont adopté les orientations du Programme Commun et les organisations politiques et syndicales qui ont refusé d'y adhérer, pour aboutir à une plate-forme d'action anticapitaliste donnant naissance à une véritable unité populaire.

Tout en respectant scrupuleusement l'indépendance des organisations syndicales, il est nécessaire que celles-ci soient partie prenante d'un accord de l'ensemble du mouvement ouvrier. Il est certes normal que les organisations syndicales ne soient pas liées par des engagements rigoureux envers un gouvernement quel qu'il soit, et même s'il s'oriente vers la transition au socialisme. Mais il est indis-

pensable qu'elles participent directement à l'élaboration collective des objectifs de la lutte anticapitaliste et à la définition des principales orientations de la prise du pouvoir et de la transition au socialisme.

Cette plate-forme doit être offensive et non défensive. Son objet est de modifier le rapport des forces dans le pays, elle doit y tendre en se définissant non pas en termes de promesses électorales pour l'avenir, mais d'objectifs de luttes de masses pour le présent.

Tel est le sens d'un Pacte d'Unité d'Action anticapitaliste qui a donc un caractère tactique et conflictuel, et qui ne saurait être confondu avec un accord de gouvernement. Il ne s'agit donc ni d'adhérer au programme commun, ni à la stratégie qui le sous-tend et que d'éventuelles améliorations de détail ne modifieraient pas. La conclusion de ce pacte créera les conditions favorables à l'ouverture d'un débat au sein du mouvement ouvrier sur les problèmes de la transition au socialisme en vue de l'approfondissement de l'unité dans une perspective offensive.

Cet approfondissement sera facilité par la participation active des forces autogestionnaires, dont le renforcement constitue une garantie essentielle sur la nature du socialisme à construire et sur les moyens d'y parvenir.

Le rapport des forces ainsi créé peut ouvrir une situation appelant l'élaboration d'un programme de gouvernement offensif, favorisant

les conditions d'une transition au socialisme. Le PSU ne s'y dérobera pas, mais il considère que la réalisation d'un tel programme n'est possible que si les luttes sociales sont d'abord prises en charge politiquement dans cette plate-forme d'action anticapitaliste.

Cette élaboration suppose aussi, si l'on se refuse à gérer le capitalisme par la simple occupation de l'Etat, que soient débattues les grandes orientations de la transition au socialisme et notamment l'articulation entre le pouvoir gouvernemental occupé par les représentants des forces populaires et les nouvelles forces de pouvoir autogestionnaires progressivement mises en place par les travailleurs et les couches populaires, ainsi que le soutien que ce gouvernement leur apportera. Cette élaboration suppose enfin que soient prises en compte les contre-offensives de la bourgeoisie, notamment par la neutralisation de ses appareils de répression.

L'expérience chilienne a confirmé que les travailleurs ne peuvent vaincre qu'en instituant leurs organes de contrôle et de pouvoir, en neutralisant les forces armées de la bourgeoisie et en organisant leur propre défense.

Les révolutionnaires doivent à la fois sauvegarder l'unité d'action des forces populaires et leur autonomie à l'égard de tendances réformistes.

dans les interventions de Victor Faye (« Oui à l'alliance tactique, non à toute alliance stratégique ») et réclamant l'établissement de « garde-fous » pour une direction politique qui pourrait être tentée d'aller trop vite et trop loin.

On verra d'ailleurs que la résolution stratégique finale a largement tenu compte de ces réticences (« tel est le sens d'un Pacte d'Unité d'Action anticapitaliste qui a donc un caractère tactique et conflictuel, et qui ne saurait être confondu avec un accord de gouvernement. Il ne s'agit donc ni d'adhérer au programme commun, ni à la stratégie qui le sous-entend » etc.) sans toutefois accepter de préjuger des débouchés possibles d'une telle alliance conflictuelle (« Le rapport de forces ainsi créé peut ouvrir une situation appelant l'élaboration d'un programme de gouvernement offensif, favorisant les conditions d'une transition au socialisme. Le PSU ne s'y dérobera pas », etc.)

Aux uns et aux autres, Michel Rocard et Robert Chapuis devaient répondre en invoquant l'urgence des problèmes posés : « Nous n'avons pas le temps de mener le débat sur l'organisation du courant autogestionnaire sans nous occuper en même temps de l'extérieur. La rapidité de la désagrégation du régime ne permet pas d'attendre. Le problème du pouvoir est posé dès aujourd'hui ». Et sur la nécessité de sortir enfin du faux débat sur le préalable de la construction du parti révolutionnaire, débat où s'est désagrégée l'extrême-gauche depuis 68, et d'en terminer avec « l'impuissance à poser le débat en termes politiques ».

un parti adulte

L'intervention d'Yves Le Foll allait également dans ce sens, avec une dimension supplémentaire sur laquelle le député-maire de Saint-Brieuc demandait au parti de réfléchir : « 1973 est déjà l'année de la pénurie. Nous abordons une étape nouvelle de la civilisation industrielle ». Les applaudissements très nourris qui ont ponctué cette intervention venaient démontrer que le PSU n'a plus honte de ses « notables »... oui, décidément, ce parti a changé.

Il a changé dans la façon dont il aborde les problèmes et surtout dans la manière de mener son débat interne. De nombreux intervenants l'ont constaté : « Nous parlons enfin de la même chose ». Il est significatif, par exemple, que le rapport de la première commission, rapport d'analyse sur « le développement actuel du régime capitaliste et la situation du régime » ait été adopté à l'unanimité. Il est significatif que la « passation des pouvoirs » entre Rocard et Chapuis se soit déroulée dans un climat d'une totale sérénité.

Robert Chapuis le disait en conclusion. Le PSU est enfin devenu un parti adulte. Il accepte de prendre des risques, bien sûr. « Il risque notamment de perdre un peu de sa virginité ».

Et en terminer, du même coup, avec son acné juvénile.

Bernard LANGLOIS ■

Outre la résolution sur la stratégie du parti, un texte important sur le mouvement socialiste autogestionnaire et sur le renforcement, l'ouverture et la transformation du PSU a été adopté.

Ce texte paraîtra dans « PSU-Information » ainsi que ceux portant sur l'analyse de la période et sur le contrôle ouvrier et populaire. Le projet d'appel du PSU aux organisations politiques du Clas a été également précisé.

Intervenant à cette occasion, Victor Leduc, membre des CIC, nous a dit l'importance que son organisation attachait à cet appel. « Les CIC », nous a-t-il dit, se réuniront prochainement pour y apporter une réponse.

« il nous faut autant de combativité et d'imagination que les Lip »

Lors du Conseil National Michel Rocard a été conduit à faire sur Lip une déclaration importante.

Déclaration préalablement discutée avec nos camarades de Lip et particulièrement Charles Piaget qui a participé dimanche aux travaux des commissions. Après avoir expliqué les raisons de l'échec de Giraud dont « le projet industriel n'était pas de taille », Michel Rocard explique comment un projet industriel s'est ébauché, et pourquoi il est aujourd'hui en danger du fait de l'incompétence et de l'aveuglement politique du Ministre Charbonnel. On comprendra en lisant cette déclaration les raisons du silence relatif que nous avons observé au cours de la dernière période, et qui n'avait rien à voir, bien au contraire, avec une quelconque baisse d'activité de notre part !

C E qu'il me faut dire maintenant, c'est que le projet est en grand danger. Il y a un risque fort qu'il avorte. Qu'est-ce qui bloque donc ? Trois choses : il manquait en effet quelques boulons à serrer pour que la mécanique du projet soit tout à fait finie, tout à fait parfaite. C'est vrai. Ça n'était pas grave puisqu'il s'agissait, en fait, soit de l'importance des commandes publiques à assurer à la nouvelle entreprise, soit de l'accord d'industriels qui ne voulaient pas se mettre mal avec la puissance publique, mais sentaient l'intérêt économique et financier de l'affaire. Donc, en fait, ce n'était pas un vrai blocage, il dépendait de la puissance publique. Le vrai blocage est double.

Une banque nationalisée, la Société Générale, a refusé sa participation au capital. Et l'argumentation donnée fut purement politique. Camarades, si vous avez vos comptes à la Société Générale, il est urgent d'en changer, ce n'est qu'un tout petit début d'une riposte qu'il nous faudra bien plus ample.

Cela veut dire, en effet, que cette banque nationalisée n'a pas reçu les ordres qui convenaient de son patron qui est l'Etat. Du côté des pouvoirs publics, à quoi assiste-t-on ? Il y a le téléphone dans Paris, le téléphone direct et celui que — de façon un peu raciste — on appelle le téléphone arabe, et les échos sont unanimes : dans bien des secteurs du gouvernement, on hésite. Il y aurait même, de-ci, de-là, non seulement une neutralité, mais même une neutralité fort bienveillante. Parfois même une neutralité qui voudrait dépasser le stade de la bienveillance pour passer à celui de l'intervention, mais... Mais Monsieur le Ministre de l'Industrie, M. Charbonnel, qui n'a rien fait sur ce dossier depuis le début, qui ne le connaît pas, dont les collaborateurs n'ont pas fait leur métier, même en appui à M. Giraud qui avait pourtant une mission de puissance publique, qui a d'abord démontré par là son incompétence avant même l'orientation de ses choix politiques, est au moins, lui, fermement enraciné dans une conviction, c'est que si une solution industrielle apparaît, elle démontrera que lui n'était pas compétent. Alors, il faut qu'il la casse. Et s'il est compétent sur quelque chose, c'est en droit, pour traiter du dossier de Lip, malheureusement.

Et c'est ce qui fait que dans cette situation d'hésitation où probablement un Marcellin souhaiterait une solution de punition, où probablement un Gorse souhaiterait une solution sociale, où, pour le moment, le reste, le ministre des Finances notamment, est d'un silence total, de même que

le président de la République, mais silence hésitant, silence fort hésitant.

C'est le ministre de l'Industrie, probablement appuyé par le conseiller social du Premier ministre, qui a décidé de faire casser l'affaire. Vous lisez ce matin dans la presse (« le Figaro », « Combat », « l'Humanité ») les extraits d'une réponse de M. Messmer à Georges Ségué et Edmond Maire qui lui avaient écrit pour demander une entrevue conjointe, pour lui demander son opinion à lui, Premier ministre, sur le projet de développement industriel.

La réponse du Premier ministre se caractérise par quelques éléments importants : refus de l'entretien, un retour historique sur la négociation où il fait porter la responsabilité de la rupture sur quelques dirigeants syndicaux, ce qui est, à mon sens, erroné. Je parle de la rupture avec Giraud, et quant à l'affaire actuelle, il affirme tout gentiment que « les concours industriels et financiers n'ont pu être réunis ». Je pense vous avoir donné la démonstration qu'il ne dépendait que de l'Etat.

Cependant, la fin de la lettre est une réaffirmation que la puissance publique cherche une solution ; mais il y a au passage l'idée qu'on tient une solution pour le département d'armement, c'est-à-dire démantèlement déjà, et qu'on cherche encore pour l'horlogerie. Or, précisément dans le cas de l'horlogerie, la reconversion technique et commerciale de Lip est d'une difficulté telle qu'elle supposait pendant deux ans d'être irriguée par les bénéfices espérables sur l'armement. C'est-à-dire que le démantèlement est une condamnation de la solution horlogerie.

vers de grandes initiatives

La lettre du Premier ministre ouvre le doute aussi sur un autre point : il parle — j'ai la citation là — de la recherche d'une solution qui préserve les intérêts des travailleurs, les intérêts de la marque et de l'industrie horlogère française. Or, précisément, la seule solution qui pourrait éventuellement se présenter, c'est que le créancier principal de l'ancienne affaire Lip — Ebauches S.A. — reprenne ce qu'il en reste et fasse alors une filiale purement suisse, d'une stratégie purement suisse, et que les travailleurs soient de nouveau dans une société multinationale complètement dépendante.

Voilà quelle est la situation actuelle. L'enjeu d'aujourd'hui, c'est précisément que des opérations de transport

de machines doivent permettre cette remise en route du secteur d'armement de manière à bien casser, comme l'a voulu Charbonnel, la solution industrielle prévue dans son ensemble. Et c'est pour ça que Piaget est à Besançon pour essayer de faire que cette « affaire » ne se fasse pas.

Alors, qu'en est-il aujourd'hui ? Eh bien ! ce que le Bureau National souhaitait qu'il soit dit au Parti, c'est ceci :

Nos camarades de Lip ne sont pas des « jusqu'au-boutistes », et le PSU qui les soutient non plus. Nous savons ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Nous sommes décidés à tout faire en faveur d'une solution possible dans le cadre actuel. Il n'est pas question de défendre la pureté doctrinale du courant autogestionnaire jusqu'au dernier des Lip. Il est question de mettre un terme à l'inquiétude de 1.200 travailleurs et de leurs familles ; mais que veut-on ? Une vingtaine, une trentaine de plaintes sont déposées ; s'il n'y a pas de solution, les accusés de vol ou de recel seront innombrables. Pendant six mois, quinze, vingt procès, on va s'en occuper ; c'est le calme social que cherche le gouvernement ? Vous imaginez Piaget en prison pour vol, il est directement inculpé ! Voilà l'automatisme de la machine judiciaire quand elle continue ; il y a quelques jours, des inspecteurs de police, sur la routine, ont pénétré chez Noëlle Dartevet, la responsable du syndicat CGT, à la suite des inculpations pour recel, ça a puissamment contribué à l'unité des travailleurs, merci, Monsieur Marcellin, merci.

Dans ces conditions, quels sont les mots d'ordre ? Il faut dire qu'une solution est possible, il faut savoir l'imposer ; il faut dire qu'un certain patronat, une certaine fraction des pouvoirs publics veulent la punition des travailleurs de Lip, et nous leur interdirons. Il faut dire, en outre, que Charbonnel veut sauver la face à son incompétence. Et c'est cela qui doit être incriminé. Camarades, notre Parti n'est pas puissant sur le plan administratif, n'attendez pas des consignes de la Direction Nationale pour découvrir dans la presse les résultats des assemblées générales des travailleurs de Lip et passer dans le pays tout entier à l'application des souhaits et des consignes qu'ils pourront donner. Au delà même des décisions, manifestations, meetings, marches sur Besançon ou nouvelle marche sur Paris, nous ne le savons pas, c'est aux travailleurs d'en décider. Au delà même des décisions qu'ils prendront et que vous connaîtrez par voie de presse, et avant que nous ayons le temps de vous les répercuter.

Il faut savoir que de grandes initiatives nationales sont possibles, elles doivent être prises et elles seront prises dans l'unité retrouvée. Il faudra, notamment, s'occuper d'une certaine banque nationale, etc.

Depuis trois semaines, nous avons, d'un commun accord, tous, les travailleurs de Lip, la CFDT et le PSU, observé un silence relatif pour permettre la naissance et le développement d'un projet industriel et montrer à cette occasion le sens de ses responsabilités du mouvement ouvrier.

Car la condition de naissance de ce projet industriel, c'était aussi qu'il y ait un interlocuteur responsable.

Il est pratiquement au point ; le problème est de le faire déboucher, ça n'est plus l'époque du silence, maintenant, c'est au plan national. Il nous faut avoir autant de combativité et d'imagination que les Lip. On en aura !
Michel ROCARD. ■

*Pianiste de bordel depuis dix ans,
plombier par procuration,
Nixon est aussi président
des Etats-Unis et premier flic
du monde. Les photocopies d'Aranda,
nous dit Jean-François Merle, sont
à Watergate ce
qu'Arsène Lupin est à Al Capone.*

MALGRE d'autres cas fameux de corruption gouvernementale dans le passé, on ne peut rien trouver dans l'histoire des Etats-Unis qui approche, même de loin, l'enchevêtrement d'événements que le mot de Watergate n'est plus à même de définir ou de contenir. Le journal qui mesure ainsi l'étendue de la crise politique américaine peut difficilement être rangé au nombre de ces journaux libéraux de la côte Est dont Richard Nixon dénonçait, dans sa conférence de presse du vendredi 26 octobre, les commentaires « scandaleux, rageurs, dénaturés ». Cette phrase est extraite d'un long réquisitoire du magazine Time, présenté comme un éditorial — le premier en cinquante ans d'existence. Time rappelle qu'il a appelé à voter Nixon en 1960 contre Kennedy, en 1968 contre Humphrey, en 1972 contre McGovern ; mais aujourd'hui, « il est impossible d'imaginer un organisme quelconque, public ou privé — y compris certaines dictatures — dont le principal dirigeant pourrait rester en place après un tel bilan. » Cette double page a pour titre : « Il faudrait que le Président démissionne. »

**personne
ne croira**

Au tout début de septembre, après la pause de l'été, on avait l'impression que l'opinion était lasse de Watergate, qu'elle souhaitait que les tribunaux mettent rapidement un terme à « l'affaire ». Aujourd'hui, « l'affaire » est devenue plurielle et chacun soupire : s'il n'y avait que Watergate... L'équipe de cinq malfrats conduite par James McCord, « responsable administratif » du comité pour la réélection du président, surprise au petit matin du 17 juin 1972 en train de poser des tables d'écoute au quartier général du parti démocrate, sur les bords du Potomac à Washington, avait été surnommée « les plombiers » de la Maison Blanche parce qu'ils étaient chargés de trouver l'origine de fuites, au sein même de l'administration, qui informaient la presse ou les adversaires politiques du régime ; la mission d'espionnage dans l'immeuble du Watergate avait précisément pour but de déterminer qui, dans l'entourage du président, pouvait bien renseigner Lawrence O'Brien et les autres dirigeants démocrates.

En fait de fuites, Nixon a été servi. De fil en aiguille, coup de théâtre après coup de théâtre, c'est tout le gouvernement des Etats-Unis, sans la moindre exception (même le brillant Dr Kissinger n'a pas été épargné) qui s'est trouvé impliqué non pas dans une, mais dans un écheveau d'affaires de corruption qui, à ce jour, est loin d'avoir été totalement démêlé.

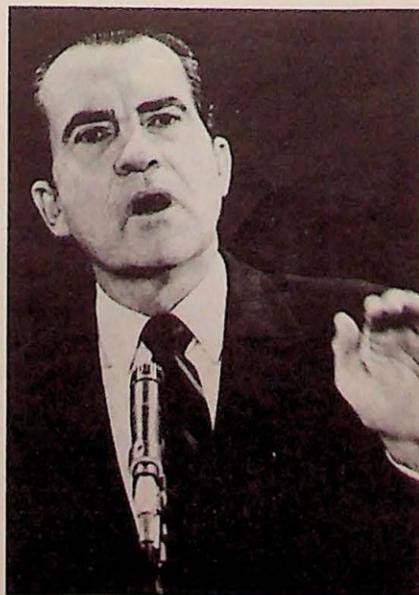
Lorsque l'on a appris l'autre jour que deux des neuf bandes magnéti-

ques exigées par John Sirica (le magistrat de Washington dont l'obstination méthodique, digne du « petit juge » de Z, a permis bien des révélations) étaient « inexistantes », un conseiller de la Maison Blanche s'est écrié : « Que ce soit vrai ou faux, de toute façon plus personne ne va croire à ça. »

Laissons les procureurs relever les contradictions dans les déclarations des avocats de Nixon, ironiser sur les morceaux de papier d'emballage sur lesquels, soi-disant, on recensait les précieux enregistrements, objecter que certains de ces chiffons de papier ont été « recomposés » (selon le témoignage même de l'archiviste présidentiel, John Nesbitt) trois mois après les conversations en question et trois jours après la réquisition des bandes par le procureur Cox... Le 4 juin dernier, Richard Nixon a passé douze heures à écouter vingt-six séries d'enregistrements relatifs à Watergate, parmi lesquels figurait la fameuse « première partie » du samedi-dimanche 15 avril 1973 dont la « deuxième partie » serait, soi-disant, « inexistant » ; et la Maison Blanche, et le président lui-même vont répétant qu'ils ne se sont aperçus de l'absence de ces deux bandes essentielles que le 28 septembre dernier... Et essayent de faire avaler ça au tribunal, aux sénateurs et à l'opinion américaine.

Mais qu'importe ces péripéties qui ne parviennent même pas à faire un mauvais roman policier puisque, dans un mois, dans deux mois, Ronald Ziegler, porte-parole officiel de la Maison Blanche, viendra signifier aux journalistes que les communiqués antérieurs sont « inopérants » — son élégante façon de qualifier les mensonges présidentiels.

Il y a deux mois encore, ces bandes magnétiques semblaient essentielles à l'établissement de la vérité : elles devaient corroborer ou infirmer le témoignage de John Dean, selon lequel Nixon l'aurait félicité pour avoir étouf-



fé (momentanément...) l'affaire « au niveau de G. Gordon Liddy » (le chef des plombiers) et lui aurait promis un million de dollars pour acheter le silence des inculpés. Aujourd'hui, l'innocence de Richard Milhous Nixon ou la vérité sur Watergate ne sont plus que des aspects secondaires de la crise gouvernementale. Le meilleur commentaire sur les dénégations du président est sans doute celui qu'avait fait il y a environ six mois, William Saxbe — que Nixon vient de proposer comme nouvel attorney général : « C'est un peu comme le type qui a joué du piano pendant dix ans dans un bordel et viendrait prétendre n'avoir rien su de ce qui se passait au premier... »

Le bilan que dresse Time se passe de commentaires : « Un vice-président, deux fois choisi personnellement par Nixon, obligé de démissionner pour échapper à la prison. Un ancien ministre de la Justice, conseiller personnel de Nixon, inculpé. Un autre ancien membre du cabinet, inculpé. Un des deux principaux assistants du président, inculpé. Six autres collaborateurs de la Maison Blanche ou fonctionnaires fédéraux inculpés, condamnés ou ayant plaidé coupable, sept autres renvoyés ou démissionnaires. La plupart d'entre-eux convaincus d'avoir été soit en charge, soit au courant d'actions illégales. (...) »

« Le catalogue des compromissions du président dans des activités illégales ou outrageusement malhonnêtes n'est devenu que trop familier. Il a approuvé le plan dit Huston, autorisant des méthodes illégales (y compris le cambriolage) pour combattre les gauchistes. Il a institué l'équipe des « plombiers », sous prétexte de localiser des fuites, et il a utilisé des méthodes illégales (écoutes téléphoniques, faux et usage de faux) pour embarrasser ou espionner des adversaires politiques. Il a entravé le déroulement d'une enquête sur les « plombiers », pour des motifs spécieux de sécurité nationale, pendant que ses collaborateurs tentaient d'utiliser la C.I.A. et le F.B.I. pour étouffer l'affaire. (...) » Il y en a deux longues pages.

**la corruption
absolue**

Selon le principe de la boule de neige, l'enquête sur Watergate s'est transformée en une enquête sur la campagne électorale des présidentielles de 1972, ses méthodes et son financement, puis sur le processus politique dans son ensemble, chaque révélation en appelant d'autres, laissant les Américains pantois découvrir la corruption érigée en système de gouvernement. Les photocopies de Gabriel Aranda sont à Watergate ce



qu'Arsène Lupin est à Al Capone : de l'amateurisme ; mais Aranda avait vu juste quand il dénonçait le « je-tiens-tu-me-tiens-par-la-barbichette » comme le principe de base de la République des copains et des coquins. Grâce à la méthode assurément peu morale mais diablement efficace du « marchandage de peine » (plea bargaining) en échange d'autres révélations chaque inculpé s'est empressé de prouver qu'il n'était ni le plus mouillé, ni le plus corrompu en vendant d'autres mèches. Parmi les lièvres ainsi soulevés :

● Trois grandes firmes — Good-year, 3 M et American Airlines — ont déjà été condamnées pour contributions illégales à la campagne de Nixon ; deux douzaines d'autres, selon l'équipe de l'ex-procureur Cox, ne perdent rien pour attendre. Interrogé par la commission Ervin, le président d'un de ces géants économiques confessait l'autre jour qu'il avait « cotisé » parce qu'il craignait des mesures de rétorsion gouvernementale...

● Le multi-millionnaire Howard Hughes avait versé cinquante mille dollars en espèces pour la campagne de Nixon à Charles G. (« Bebe ») Rebozo, le banquier de Key Biscayne qui est un des intimes de Nixon ; ce dernier

RIQUE RES ON



prétend n'avoir jamais entendu parler de cette contribution pas plus que de cent mille autres dollars que Rebozo aurait gardés sans y toucher, dans le coffre-fort de sa banque...

● Les finances personnelles de Nixon, ses déclarations d'impôts, l'achat de ses propriétés de San Clemente (Californie) et Key Biscayne (Floride), le contrôle de l'emploi des fonds publics dans les installations de sécurité de ces résidences personnelles font l'objet d'enquêtes à divers niveaux. Jack Anderson révélait dernièrement dans sa chronique du *Washington Post* que jusqu'au papier hygiénique était payé par les services de sécurité...

● Dernier scandale en date : celui de l'octroi de faveurs administratives aux trusts du lait en échange de généreuses contributions. Volontaires, bien sûr.

Il reste des optimistes impénitents pour affirmer que cet étalage de scandales est la preuve qu'en dernier ressort, le système politique américain fonctionne bien, qu'il est fondamentalement sain. Dans quel autre pays, argumente Jack Anderson, le parlement, les tribunaux et la presse sont-ils ainsi capables de révéler les scandales du gouvernement ?

Au niveau atteint aujourd'hui, il ne s'agit plus de scandales (c'est-à-dire d'exceptions à la règle) ou d'entorses à la légalité — même bourgeoise ! En fait, ce n'est que parce que la mafia qui les gouverne ignore toute loi — y compris celle du silence — que les Américains abasourdis ont pu entrevoir l'étendue de la corruption absolue, de l'arbitraire sans bornes, et de l'indignité cynique qui rongent, au-delà du processus électoral et politique, la totalité des mécanismes du pouvoir.

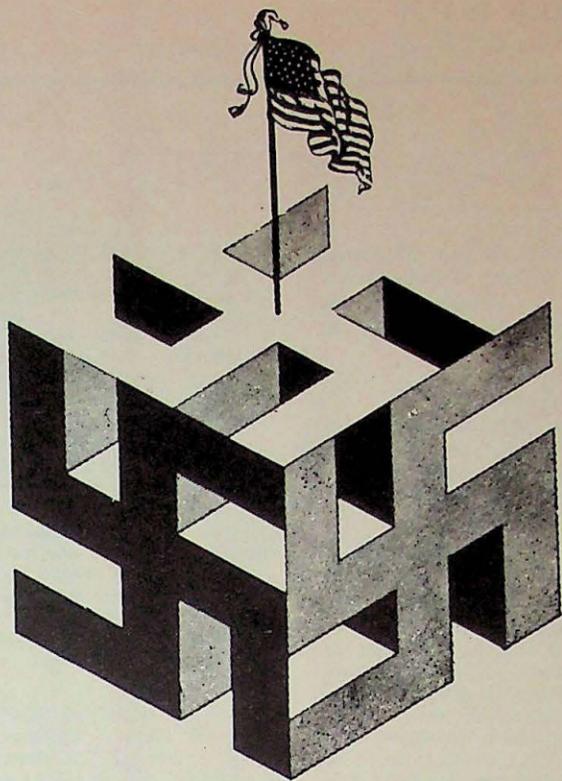
sauver l'institution

La presse américaine est friande de superlatifs, et elle n'a pas manqué, à renfort de manchettes ou à longueur d'éditorial, de souligner le caractère historique des événements de ces deux derniers mois. Et cette fois, l'observateur de la scène américaine n'est pas loin de partager ce sentiment. C'est que, quand non seulement *Time* mais le *Denver Post* ou le *Détroit News* deux quotidiens conservateurs, des chroniqueurs qui sont des nixoniens de toujours comme Joseph Alsop ou Howard K. Smith, des sénateurs républicains comme Edward Brooke (Massachusetts) ou même le vieux Barry Goldwater (Arizona), l'adversaire ultra-droitier de Johnson en 1964, demandent la démission du président, il se passe quelque chose qui, historiquement, va bien au-delà d'un simple fric-frac politique appelé Watergate.

Cette offensive des forces conservatrices et modérées semble même aller plus loin que celle des forces libérales qui se contentent de réclamer l'impeachment de Richard Nixon, c'est-à-dire sa mise en accusation devant le congrès, le sénat siégeant alors comme grand jury sous la présidence du premier juge de la cour suprême. Ce que veut précisément éviter la droite, c'est le procès du président — un procès qui deviendrait inévitablement le procès de la présidence. Le risque qu'il traîne en longueur, qu'il apporte de nouveaux détails sur la corruption et l'arbitraire de la Maison Blanche, affecterait non plus seulement un homme, mais l'institution elle-même. Et dans *Newsweek*, Stewart Alsop (le frère de Joseph) ne fait pas mystère de ces craintes : « Est-ce que le processus qui est en train de détruire le président Nixon ne risque pas aussi d'endommager irrémédiablement l'institution présidentielle ? » demande-t-il. Autrement dit, les forces qui représentent la base sociale et électorale de Nixon en sont arrivées à la conclusion, difficile mais sans doute irréversible en dépit de l'offensive de charme actuelle du président, que le maintien au pouvoir de leur ex-poulain risque d'être fatal au système politique même dont ils sont les bénéficiaires. Et pour le préserver, ils risquent de ne pas être les moins acharnés contre le président.

C'est que, plus que d'autres sans doute, ces journalistes et ces politiciens d'une droite volontiers populiste, sont sensibles aux réactions de l'opinion publique ; au Gallup, la cote de Nixon reste à 27% seulement d'opinions favorables — la popularité la plus basse d'un président en exercice. Moins de la moitié (49%) de l'opinion, selon un autre sondage, souhaite son maintien au pouvoir ; 39% veulent son départ, par la démission ou l'impeachment : et quand on sait ce que représente l'institution présidentielle ici, on mesure bien qu'il ne s'agit pas d'une simple « perte de confiance ». Une telle crise de crédibilité (et le risque que la droite ne veuille pas courir est qu'elle se prolonge) met en jeu, de manière radicale, le « consensus » américain.

Ce que représente cette notion essentielle de l'idéologie politique des Etats-Unis, on le juge aux manifestations qui se préparent pour la célébration du bi-centenaire de l'Indépendance. Dans quelques jours, ce sera l'an-



niversaire de la fameuse « Boston Tea Party » — le premier geste d'insurrection des colonies de la Nouvelle-Angleterre contre la tyrannie et l'arbitraire de la monarchie britannique. Cette révolution (la seule que l'on puisse exalter ici), disons plutôt cette guerre de libération, a enraciné des mythes que l'on n'évoque jamais en vain devant le public américain ; mais il faut avouer que faire présider un Richard Nixon aux cérémonies commémoratives d'une révolte contre la tyrannie et l'arbitraire a l'air d'une mauvaise plaisanterie de l'histoire.

Plus près de nous, les rétrospectives de la presse, de la télévision, des magazines féminins, les éditions de poche (un des best-sellers du mois s'intitule : *John, nous t'avons à peine connu...*) vont rappeler, pour le dixième anniversaire de son assassinat, le souvenir du dernier président que les Américains aient respecté. Les historiens de la nouvelle école qui se qualifie elle-même de « révisionniste », se sont employés à montrer que le libéral Kennedy est celui qui a rendu décisif l'engagement américain au Vietnam, qui a mené avec la crise des missiles de 1962, le monde au bord du conflit atomique, que son frère (alors ministre de la Justice) a encouragé la pratique des écoutes téléphoniques... L'Européen iconoclaste, qui regarde ses discours télévisés retransmis aujourd'hui, sera effaré de l'anti-communisme permanent qu'il affichait et partagera avec ces historiens, l'idée que Kennedy n'était après tout, qu'un héritier de la guerre froide comme les autres. Le spectateur américain ne voit que le jeune homme souriant, confiant, sûr de lui, malgré les difficultés, le chantre de la « nouvelle frontière » et l'homme qui savait trouver les mots pour exalter le rêve américain, l'homme du défi spatial lancé à l'Union Soviétique, le président des grands desseins pour affronter la décennie des années soixante...

Il faudrait un sociologue pour mesurer un jour l'impact de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy sur la conscience collective des Etats-Unis : quelque chose qui tient à la fois de la mort rédemptrice, du sacrifice rituel et de la malédiction historique.

la légitimité en question

Qu'est-ce que cela a à voir avec Watergate, dira-t-on ? Beaucoup.

Une super-production hollywoodienne avec des vedettes du gabarit de Burt Lancaster, vient de sortir sur les écrans américains : « Executive action » évoque ouvertement la thèse d'un complot dans l'assassinat de Kennedy. Cette hypothèse — et donc l'idée implicite que le rapport de la commission Warren n'a servi qu'à étouffer le complot — n'aurait pu être réveillée, je crois, sans Watergate et ses développements. Il n'empêche que nombre

de critiques, et notamment dans la presse locale, se déchainent contre la profanation que représente ce film.

Ni Johnson, ni à plus forte raison Nixon n'ont jamais bénéficié de la vénération populaire qui entourait Kennedy : ils n'ont pas été élus grâce à un réflexe positif de confiance, mais parce qu'ils apparaissaient plus crédibles que leurs adversaires de l'époque, plus à même de concilier des intérêts divergents ou contradictoires. Un moindre mal en quelque sorte.

Mais en fait, la première rupture du « consensus » ne date pas de Watergate. Il a commencé à se fêler le jour où le conflit vietnamien est devenu un débat national, divisant l'opinion comme jamais elle ne l'avait été depuis... peut-être la guerre de Sécession. Ce jour est celui de l'offensive du Têt, le 29 janvier 1969 — et ce n'est pas la moindre des victoires du peuple vietnamien — quand les premiers morts américains de la guerre sont entrés, en direct et en couleur, dans les salles à manger du pays. Une étude récente montre que jusqu'à cette date, l'ensemble des chaînes de télévision, dûment encadrées par les services de presse de l'armée s'étaient contentées d'illustrer les communiqués officiels de succès avec des images de bombardements ou d'opérations hélicoptères qui symbolisaient si bien la suprématie américaine. Jusque-là les morts n'étaient que des chiffres et les conventions en usage à la télévision voulaient qu'on ne montre pas de vrais morts américains ; mais ce jour-là, dit l'auteur de cette étude, « les Américains ont vu pour la première fois, réellement, un fusil pointé vers la tête d'un homme, du sang et un vrai cadavre. »

Et si l'on veut comprendre, au-delà des anecdotes de Watergate, la crise politique des Etats-Unis, il faut, je crois, remonter jusque-là. Sept ans de propagande gouvernementale réduits à néant par quelques images sur le petit écran ; et le doute qui s'installe dans les esprits, la légitimité de la guerre (et de ses instigateurs) en question. Bref, le pire péché en politique américaine, la division.

On était encore loin, certes, de la crise de confiance actuelle : quelques mois après le Têt, en réponse aux manifestations anti-guerre organisées lors de la convention démocrate de Chicago, les ouvriers du bâtiment new-yorkais (les *hard hats*) descendaient dans la rue en criant : « Right or wrong, my president » (C'est mon président, qu'il ait tort ou raison). Ce credo de la classe ouvrière et des classes moyennes — qui oserait encore l'entonner aujourd'hui ?

Le discours dramatique de Johnson, en mars 1968, annonçant qu'il ne se représenterait pas, les révélations qui commençaient à circuler sur les massacres de la guerre, le grand débat imposé à l'opinion par la gauche et l'extrême gauche, sur l'intervention américaine, accélèrent l'érosion du « consensus ». Cinq ans de Nixon à la Maison Blanche ont fait le reste. Le

pour la résistance palestinienne

Voici le texte de la déclaration faite lundi devant le Conseil national par un représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine.

CHERS amis, chers camarades,

Nous saluons chaleureusement tous les camarades ici présents et vous remercions de nous avoir donné, une fois de plus, l'occasion d'intervenir sur la lutte de notre peuple.

Un mois après l'arrêt des combats sur les fronts du Sinaï et du Golan, beaucoup de démocrates et d'amis français de la Révolution Palestinienne continuent à se poser des questions quant à la guerre du 6 octobre, sa nature, sa légitimité et le rôle qui y a été assumé par la Résistance Palestinienne. Nous nous contenterons dans cette courte intervention d'évoquer quelques éléments de base du point de vue de la Résistance Palestinienne.

Tout d'abord : la guerre d'octobre était une guerre juste. Il est grand temps que les militants révolutionnaires français dissipent l'amalgame entretenu par les moyens d'information réactionnaires et consistant à assimiler agresseur et agressé. Les forces égyptiennes et syriennes se sont battues, en effet, pour la libération du Sinaï et des hauteurs de Golan, occupés depuis 1967 par l'ennemi sioniste. Ceci explique l'enthousiasme populaire constaté dans tous les pays arabes, pendant la guerre, et la déception ressentie par les masses palestiniennes et arabes lors du cessez-le-feu.

Pour mieux camoufler le caractère juste de cette guerre, les mass-media sionistes et impérialistes se sont acharnés à ignorer la participation très active des forces de la Résistance. La Résistance se battait avant la guerre, elle continuera à se battre après. Car, c'est pour imposer à l'ennemi la reconnaissance du droit de tout Palestinien à réintégrer la patrie dont il a été chassé par la violence sioniste en 1948 et en 1967.

La Résistance a ainsi appelé, dès les

premières heures du combat d'octobre, tous les fédéayin à se joindre à leurs frères soldats arabes sur tous les fronts :

— Dans le Sinaï, les fédéayin palestiniens se trouvaient aux côtés des forces égyptiennes lors de la reprise de la ligne Bar Lev. Au Golan syrien, nos forces ont libéré plusieurs positions importantes occupées par l'ennemi telles que Tal Akkaché, Tal el Faras, etc.

— Dans la haute Galilée, occupée depuis 1948, nos combattants ont réalisé la plupart de leurs opérations militaires. De même qu'à Gaza, Tel Aviv, Nablous, etc., des centres vitaux économiques et militaires de l'ennemi ont été la cible des attaques de nos fédéayin.

MOTION DE SOUTIEN

Le Conseil National du PSU réaffirme son plein soutien à la lutte du peuple palestinien contre l'impérialisme et le sionisme armé.

Elle vise à la destruction de l'ac- Il considère sa lutte comme partie prenante de la lutte anti-impérialiste dans le monde et rappelle que seule la Résistance palestinienne, forte de son autonomie politique, peut apporter une solution durable au Proche-Orient, en libérant la Palestine occupée par des luttes populaires prolongées et la Résistance tuel Etat d'Israël, de ses institutions capitalistes, impérialistes et théocratiques, et à son remplacement par un Etat démocratique et laïc où Juifs et Arabes pourront coexister sans discrimination d'ordre ethnique, racial ou religieux.

Il est évident que notre soutien au Peuple palestinien passe par l'appui résolu aux organisations politiques et combattantes qu'il se donne. Dans ce sens, le Conseil National du PSU réaffirme aussi son soutien total au programme de l'O.L.P. et salue ici son représentant.

Vive la lutte du Peuple Palestinien !

— Au Sud-Liban, enfin, les fédéayin, en même temps qu'ils protégeaient les arrières de l'armée syrienne, ils procédaient à des opérations en profondeur en Palestine occupée.

La résistance passive de notre peuple en Cisjordanie et Gaza occupés, a joué son rôle dans cette guerre. Répondant à l'appel de l'O.L.P., les ouvriers palestiniens boycottèrent ainsi massivement l'économie de l'Etat sioniste.

C'est dans une atmosphère internationale surchauffée que la guerre d'Octobre a pris fin par une résolution du Conseil de Sécurité. Notre lutte traverse, en ce moment, l'une des étapes les plus dangereuses de son histoire. L'impérialisme américain se lance, en effet, dans une offensive de grande envergure pour imposer, à la faveur du cessez-le-feu actuel, une pax americana lui permettant de consolider ses positions dans la région. Le règlement politique que les USA proposent aujourd'hui au « problème » palestinien vise en priorité la liquidation de la Résistance Palestinienne en tant que fer de lance du Mouvement de libération nationale des peuples arabes.

La tâche de la Résistance Palestinienne, dans la conjoncture actuelle, est donc de protéger ses forces et les acquis du peuple palestinien contre toute tentative de liquidation. Il n'est point question pour elle d'abandonner la lutte pour le recouvrement des droits historiques de notre peuple sur l'ensemble du territoire palestinien et la création d'un Etat démocratique Palestinien, seul capable d'assurer, dans la région, les conditions d'une paix juste et durable.

Chers amis, chers camarades, votre parti a toujours été du côté des peuples opprimés. La voix que vous avez levée pendant cette dernière guerre, pour défendre la justesse de notre cause à un moment où d'autres semaient — volontairement ou non — la confusion de la propagande sioniste, a été pour nous la preuve de la sincérité de votre combat anti-impérialiste et de la solidarité militante qui nous unit.

Paris, le 26 Novembre 1973 ■

CHILI : le sort

Un incident qui a opposé, dimanche à Santiago, les ambassadeurs de Suède et de France à des policiers de la junte fasciste, rappelle aux révolutionnaires deux directions de lutte avec la résistance chilienne.

LES deux ambassadeurs, donc, s'étaient rendus dans un hôpital pour empêcher l'arrestation d'une réfugiée politique uruguayenne, Consuela Alonso Freira, 31 ans, militante Tupamaro, qui avait obtenu un sauf-conduit lui permettant de quitter l'ambassade de Cuba et de gagner l'hôpital. On voit à quoi peut servir un « sauf-conduit » dans le Chili de Pinochet : à conduire à la mort. Les flics se sont en effet emparés de la femme en la tirant de son lit où elle soignait une hémorragie.

Et c'est en chemise qu'elle a été emmenée tandis que les diplomates étaient, un jeté à terre et frappé, l'autre maintenu par la force.

Voilà pour les faits. Et sans nous attarder sur leurs suites purement diplomatiques, il ressort de cette affaire :

1. Que l'ambassadeur de France, de Menthon, semble avoir eu un comportement pour le moins correct. C'est assez rare pour qu'on le relève et étonnant aussi par rapport à la position du gouvernement Pompidou-Messmer face à la junte. Donc, deux questions :

— puisque l'ambassadeur de France est directement intervenu, le gouvernement qu'il représente va-t-il à son tour intervenir auprès de la junte pour sauver la militante uruguayenne ?

— puisque le même ambassadeur a été l'objet de « voies de fait contre diplomate », le même gouvernement mettra-t-il autant d'ardeur à dénoncer les pratiques des putschistes que l'a déjà fait le gouvernement de Suède qui, il est vrai, n'a pas pour le régime de

GRECE : le salut de la patrie

ANCIENT commandant de la 1^{re} Armée grecque, le général Ghizikis « joue » au Papadopoulos en le débordant sur sa droite. Et comme une telle manœuvre paraît inimaginable à tout esprit normalement critique, les nouveaux maîtres de la Grèce en sont venus — naturellement en somme — à se présenter comme « modérés », ce qui leur est d'autant plus facile que le travail salissant de

répression a été entamé la semaine précédente et qu'il n'y a plus qu'à le poursuivre dans l'obscurité des salles d'« interrogatoire ». Une obscurité encore aggravée par de spectaculaires libérations d'opposants que Papadopoulos avait mis en résidence surveillée.

Rassemblement des « laissés-pour-compte » de la hiérarchie militaire, ramassis d'officiers inquiets de la « dé-

mocratisation » et épouvantés par « l'aventure électorale » et ses suites, la nouvelle junte a « obéi à la loi suprême du salut de la patrie ». On sait trop ce que ces mots contiennent. Surtout venant de fervents soutiens de l'impérialisme américain comme le sont ces pantins reliés directement à l'OTAN et aux intérêts du dollar en Méditerranée.

Il n'a pas fallu cinq jours au peuple grec pour ébranler cinq ans de dictature. Certes, dans le concret, peu

de choses ont changé, mais l'histoire a fait un pas en avant et le peuple grec a pu entrevoir sa libération.

Le Conseil national du PSU a adopté la motion qui suit :

« Le renversement du Gouvernement réactionnaire grec par une fraction militaire que l'on n'ose plus dire d'extrême-droite tant l'ensemble du régime qui n'a jamais cessé d'être une dictature, confirme le caractère formel de la pseudo libéralisation entamée sous le règne de Papadopoulos. Il s'agit hélas d'une péripétie qui ne doit pas faire ou-

L'AMERIQUE APRES NIXON

maintien au pouvoir du président le plus dévalué de l'histoire des Etats-Unis, désormais contre les intérêts qu'il représente, met en danger non seulement les prérogatives présidentielles — le « privilège de l'exécutif » et la « sécurité nationale », invoqués à tout bout de champ, et qui font aujourd'hui sourire — mais cette union sacrée permanente qui a toujours empêché la mise en question radicale du système politique américain.

le rôle de la presse

Et si le nom de Watergate est désormais trop étiqueté pour désigner la crise que traversent les Etats-Unis, c'est parce qu'il masque sa complexité son triple aspect politique, idéologique et institutionnel et par là-même, son caractère historique.

Crise politique, que cette défection des conservateurs qui accablent aujourd'hui leur champion d'hier. Crise idéologique, que cette menace de voir se briser l'union sacrée, menace que ne parviendront pas à effacer les rappels émus des mille jours de Kennedy ou les feuilletons télévisés qui évoquent avec nostalgie la « Hoover Prosperity » des années 1925. Crise institutionnelle enfin puisque cette prési-

dence élevée au-dessus du congrès et contre la cour suprême par Franklin D. Roosevelt semble échapper à tout mécanisme de contrôle, sans autre règle à l'arbitraire que le fait du prince.

Les libéraux du Sénat — ceux que l'extrême gauche appelle « bullshit liberals » (libéraux de merde) — ont crié victoire l'autre jour quand pour la première fois sous Nixon, le congrès a réuni les deux tiers des voix nécessaires au rejet d'un veto présidentiel (huit précédents vetos avaient été maintenus faute de cette majorité des deux tiers). Il s'agissait d'une loi importante puisqu'elle concernait les pouvoirs de guerre du président : Nixon ne voulait pas de cette loi qui limite à soixante jours ses possibilités d'engager les troupes U.S. à l'étranger sans déclaration de guerre par le congrès. Oui, mais : la constitution stipulait jusqu'ici que le pouvoir de faire combattre des soldats américains appartenait au seul congrès ; représentants et sénateurs viennent donc d'abdiquer ce droit, et de légaliser une situation de fait imposée par Nixon au moment de l'invasion du Cambodge. Sont-ce là toutes les leçons du Vietnam ?

En fait, tout se passe aujourd'hui comme si c'était désormais la presse qui combine les fonctions parlementai-

re et judiciaire : ce sont les journalistes qui enquêtent sur les illégalités de l'exécutif, les éditoriaux qui censurent le président, le courrier des lecteurs qui le juge... La presse est devenue, volens nolens, le lieu où se nouent toutes les contradictions de la situation politique présente. Partagée entre la fidélité constante de l'immense majorité des propriétaires de journaux et des rédacteurs en chef au parti républicain et la crise de confiance maintenant totale du public à l'égard de Nixon, déchirée entre le souci politique de rester dans la limite des critiques permises par le système et la nécessité commerciale de publier des informations souvent dangereuses pour ce même système, la presse est devenue le champ clos de ce triple affrontement politique, idéologique et institutionnel.

un président de rechange

Voilà donc la toile de fond dont Watergate n'est que l'épiphénomène. Le 17 juin 1972, à deux heures et demie du matin, Frank Wills, agent de police, en arrêtant James McCord et son équipe de joyeux plombiers qui s'en allaient boucher quelques fuites sur les bords du Potomac, ne savait pas qu'il ouvrait là une boîte de Pandore dont tous les démons ne sont pas encore sortis.

L'inflation qui, temporairement stabilisée mais à un très haut niveau, demeure un des problèmes économiques numéro un des Etats-Unis, la crise de l'énergie, la situation internationale, obligent le patronat américain à se trouver un nouveau fondé de pouvoirs capable de résoudre aussi une crise intérieure d'ampleur inégalée. Wall Street a réagi brutalement aux mésaventures de Nixon : entre le 5 et le 9 novembre, l'indice industriel Dow Jones a baissé de plus de vingt-six points. Cela sonne comme une condamnation qu'il n'est guère probable que l'offensive de charme lancée par Nixon après la mi-novembre parvienne à faire rappeler. Le scénario le plus crédible de tous ceux évoqués pour la succession de l'hôte actuel de la Maison Blanche lui accorde encore quelques semaines pour se refaire une image de marque, en attendant qu'il démissionne au printemps — par exemple, pour raisons de santé.

Son successeur, Gerald Ford, qui aura été d'ici là confirmé par le Congrès, un nixonien orthodoxe dont feu le président Johnson disait qu'il était « incapable de marcher et de mâcher du chewing-gum en même temps », ne risquera guère d'échapper au contrôle du « big business » et de la classe politique.

L'Amérique est d'ores et déjà entrée dans une ère post-nixonienne : même si le Macbeth déchu que hantent les sorcières répétant « Watergate !

les réfugiés

Santiago la faiblesse complice des autorités de Paris ?

2. Que le sort des réfugiés d'ambassades devient de plus en plus préoccupant, les fascistes paraissent déterminés à la guerre d'usure. Des hommes, des femmes et des enfants sont entassés par dizaines depuis maintenant plus de deux mois dans des locaux trop exigus. Les conditions

Le Conseil National du PSU, réuni les 24, 25 et 26 novembre, a reçu et entendu des camarades chiliens représentant les organes du PS et du MAPU de l'intérieur. Le Conseil national salue l'organisation de la résistance du peuple chilien dans sa lutte révolutionnaire contre la junte fasciste et pour le socialisme.

Dans l'immédiat et dans le cadre d'une solidarité constante et affirmée, le Conseil national s'engage à participer de toutes ses forces à la mobilisation populaire contre la prochaine réunion du Club de Paris qui doit assurer le soutien financier des pays impérialistes à la junte.

Au Chili, la lutte continue. L'appui du mouvement ouvrier international aux travailleurs chiliens devient plus que jamais nécessaire.

de vie y sont plus que déplorable. La junte n'a pas à s'en plaindre et attend, en rapace, comme elle l'a fait dimanche, tout individu amené à sortir. Nous savons qu'elle a déjà attribué des sortes de sauf-conduit pour tenter d'appréhender certains personnages politiques « intéressants ». Ce piège n'avait pas encore eu, à notre connaissance, à se refermer.

Aussi, la campagne de solidarité doit-elle inclure dans ses actions cette lutte pour l'évacuation des réfugiés. Il faut obliger les gouvernements à se déterminer clairement sur cette question qui relève, après tout, du droit international bourgeois.

G.B. ■

blier qu'actuellement les opposants et la jeunesse étudiante et ouvrière grecque qui se sont héroïquement battus la semaine dernière, demeurent pourchassés, torturés, déportés.

A l'heure où la Grèce fasciste pose de manière éhontée sa candidature au Marché Commun, le soutien à nos camarades grecs qui combattent pour la liberté et le socialisme doit être réaffirmé et renforcé.

Le PSU mettra tout en œuvre pour contrer l'entreprise de séduction européenne tentée par le régime grec et pour assurer la solidarité la plus militante au peuple grec en lutte ».

Watergate ! » parvenait à se sortir de l'abîme, le contexte politique et institutionnel va se trouver durablement modifié. Surtout, la paix idéologique est peut-être morte : 275.000 télégrammes, lettres et coups de téléphone parvenus à Washington après le « massacre du samedi soir » qui a vu le renvoi d'Archibald Cox. 22.000 signatures réunies en une semaine dans la seule circonscription de « Tip » O'Neill, chef du groupe parlementaire démocrate à la Chambre des représentants, en faveur de l'impeachment de Richard Nixon. Non seulement la coalition du mouvement anti-guerre se trouve reconstituée, mais la machine bureaucratique (et efficace) de l'AFL-CIO s'est lancée dans la bataille. On assiste aux Etats-Unis à quelque chose d'indéfinissable, comme la mutation presque tangible de la conscience collective d'un peuple, l'avènement à une conscience politique autre qu'électorale. Et tout cela peut avoir sur la situation des Etats-Unis comme chef de file de l'impérialisme mondial des répercussions encore incalculables.

Il y a quand même une morale à toute cette histoire : Frank Wills, le flic de Washington, a été vidé pour une faute professionnelle mineure, après l'arrestation des truands du Watergate. Il n'a pas retrouvé de travail. Il est Noir.

Jean-François MERLE. ■

le sexe à l'école

Réunion de travail, début novembre, pour les militants du P.S.U. de la région parisienne, sur le thème : information, répression sexuelle à l'école. Une vingtaine de participants, dont trois mâles... Bravo aux hommes courageux et concernés !

A croire que les luttes pour la sexualité n'intéressent pas les hommes P.S.U., à moins qu'ils ne pensent que c'est « l'affaire des nanas ». Alors, qu'ils le disent.

Quand le gouvernement officialise l'information sexuelle à l'école, au dépit du bon sens, par un décret sybillin que chaque réactionnaire pourra entendre à sa guise, il paraît urgent que le P.S.U. réagisse et lance une large campagne contre l'exploitation qui sera faite de cette décision.

Il suffit de lire le monument de niaiseries qu'est le livre d'éducation sexuelle : « La vérité sur l'amour » (1) à l'usage des filles et des garçons de 12 à 15 ans, pour comprendre ce que ces soi-disants éducateurs vont faire de cette information sexuelle.

Tous les lieux communs de la morale bourgeoise, tabous et répression y compris, sont contenus dans cet ouvrage vendu en librairies éducatives. Pour en juger, quelques extraits du livre :

— « ...cette attirance (le désir physique) peut devenir très forte et les (adolescents) entraîner loin, quelque-

fois bien plus loin qu'ils n'ont le droit d'aller... »

— « ...la masturbation est un égoïsme et nul bonheur réel ne peut jamais provenir d'un égoïsme... »

— « ...le désir physique est un appel impérieux. Les adolescents ne doivent pas y succomber... leur vie sexuelle n'est pas encore équilibrée et leurs études ne sont pas près d'être finies... la première responsabilité consiste, pour les adolescents, à se garder... »

— « ...la virginité reste le choix le plus souhaitable pour eux... »

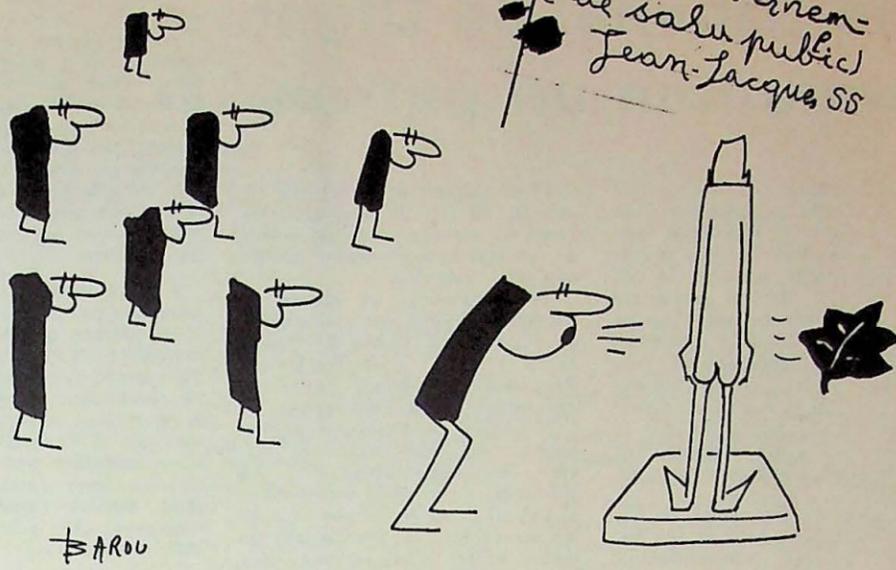
— « ...l'avortement est un crime. Cela tue un bébé qui... est vivant dès la première seconde... »

— « ...le garçon ou la fille, qui se laisse aller comme l'animal... court le risque d'attraper des maladies vénériennes... »

— page 75 : 3 lignes sur la contraception.

— Sur « France-Inter », dans l'émission « Radioscopie » de Jacques Chancel, l'auteur du livre a dit : « Dessiner un sexe en érection n'est plus de l'in-

cher Père Noël
je voudrais un abonnement à G.S.
(et un gouvernement en de salut public)
Jean-Jacques SS



BAROU

formation sexuelle, c'est de la pornographie » (1).

S'il n'est plus contesté par personne la nécessité d'apprendre aux enfants comment naissent les bébés, il n'en est pas de même en ce qui concerne les relations sexuelles. Pourtant, pour nous, militants révolutionnaires, il ne doit faire aucun doute que notre combat passe aussi par la remise en cause de cette morale sexuelle répressive, dont jeunes et adultes sont écrasés depuis leur enfance.

Nous devons lutter contre cette répression, qui depuis des siècles est transmise de génération en génération par l'analyse politique de ses origines (structures familiales patriarcales, raisons économiques, héritages, etc.).

la lutte

Nous devons refuser que l'école soit aussi le véhicule de l'idéologie bourgeoise en matière de sexualité par cette chausse-trappe que sera l'information sexuelle, si nous n'engageons pas la lutte à ce niveau.

Chaque militant P.S.U., adulte et lycéen, doit engager le combat pour la libération sexuelle, indissociable du combat révolutionnaire autogestionnaire.

Jacqueline ALLEE ■

(1) Marie-Claude Monchaux - Ed. Manguard - 15 F.

(A)h... ! que d'histoires!

A H ! que d' « histoires » pour un film ! Druon est têtue comme une mule du pape. Faudra-t-il attendre sept ans pour que « Histoires d'A » puisse voir vraiment le jour ?

La commission de contrôle cinématographique a confirmé son premier vote, autorisant le film à sortir, avec interdiction aux moins de 18 ans. Mais Druon désavoue cette décision et passe outre. Au sujet de l'interdiction, René Allio nous confiait : « ... A travers la bataille livrée pour défendre le film, ce que l'on défend, c'est la liberté d'expression, la liberté d'exprimer un point de vue qui ne soit pas celui du pouvoir et de la classe dominante. Ce film renvoie — et de quelle façon — à la situation d'exploitation éhontée de la femme dans la société bourgeoise et finalement dans la société des hommes. »

Le 22 novembre, à Grenoble (où vient de se tenir les Assises du MLAC), la police a chargé violemment, sans sommation et blessé plusieurs personnes, dont une femme, lors d'une projection du film. Une manifestation de protestation a rassemblé ensuite plus de 2.000 personnes.

Le PSU a bien entendu réagi par un communiqué de presse en s'élevant contre « l'atteinte à la liberté la plus élémentaire, le droit à l'information... contre les brutalités policières qui indiquent bien la voie que choisit de plus en plus le gouvernement Messmer ».

Nous restons en relation avec l'équipe du film que nous soutenons et avec elle, nous vous indiquerons la marche à suivre pour la popularisation de « Histoires d'A » et de toutes les questions qu'il soulève.

Françoise CLAIRE ■

La dépêche miraculeuse

CETTE semaine, sous le titre « Avant de les massacrer à coups de marteau, le jeune professeur aurait endormi sa femme et ses deux enfants », le journal « Sud-Ouest » écrit : « Le professeur, certes, paraissait assez motivé par certains événements politiques. On a retrouvé à son domicile des documents assez gauchisants, mais l'amorce d'une explication semble plutôt se trouver dans des états dépressifs par lesquels semblait passer chacun des deux époux ».

Donc, ce n'est pas parce qu'il avait chez lui de la littérature de gauche qu'il

a tué. Mais « plutôt... ». Il restera quand même un doute n'est-ce pas : le fait de posséder des « documents assez gauchisants » pourrait fournir « l'amorce d'une explication » non ?

C'est en tout cas ce que laisse entendre notre honoré confrère. Pour nous, nous nous interrogeons : faut-il mettre en doute la bonne foi du rédacteur ou son niveau intellectuel ? Optons pour la bonne foi : cela lui permettra de se faire passer pour un martyr de la cause de l'objectivité. Si on avait dit qu'il était con, on nous aurait taxé de sectarisme.

Jacques BERTIN ■

TEP atelier	
théâtre national	
décembre	à 21 h
4 - 5 7 - 8	apollinaire Poétique de Luc DECAUNES et Guy RETORE
11	Rencontre avec... René DUMONT
14 - 15	Atelier Chanson Monique MORELLI - PRADEL
18 au 22	Atelier théâtre LE BOUFFON de DIEU
26 au 29	Atelier Cinéma
17 rue Malte-Brun - Paris 20e M ^o Gambetta - tel. 636.79.09	

TEP
direction Guy Retore

23 nov.
23 déc.
théâtre national

**ET MOI AUSSI,
JE PARLE DE LA ROSE.**
d'Emilio CARBALLIDO

17 rue Malte-brun - Paris 20e
m^o gambetta - tel. 636.79.09

● le tribunal de Digne condamne un patron

A Manosque, les Ateliers de la Durance, entreprise de construction métallique, emploient 70 ouvriers. Comme la majorité des petits patrons. M. Di Biase et son fils ne respectent pas la législation sociale. Pour ne pas avoir de comité d'entreprise, ils ont divisé juridiquement l'entreprise en deux, bien que les ouvriers travaillent ensemble, soient indifféremment commandés par le père ou le fils et reçoivent leur fiche de paye d'une entreprise ou de l'autre.

Bien entendu, les règles de sécurité et d'hygiène ne sont pas faites pour de tels établissements ? Lorsqu'il y a un accident du travail, le patron paye intégralement les frais de maladie pour ne pas avoir à faire de déclaration.

Pourtant, depuis un an, les travailleurs discutent entre eux et se décident à rédiger un cahier de revendications que l'ensemble du personnel signe. Deux ouvriers sont désignés pour le porter à Di Biase. Alors qu'ils sont des ouvriers d'atelier, le lendemain matin, Di Biase fils les envoie faire du montage à Fos-sur-Mer. Ces deux travailleurs refusent, affir-

mant qu'il s'agit là d'un geste répressif. Sur ce, ils sont licenciés. Leurs camarades d'atelier tentent de se solidariser, quatre d'entre eux sont licenciés.

Immédiatement, un comité de soutien se forme, composé du PS, du PSU, de la Cause du Peuple et de la CFDT (à qui les travailleurs avaient demandé de former une section dans l'entreprise). La CGT refuse de s'associer en expliquant que les travailleurs doivent être responsables (sic). La solidarité s'organise : informations et collectes sur le marché et dans les usines locales. L'inspecteur du travail exige la réintégration des ouvriers. Les ouvriers se présentent à l'entrée de l'usine accompagnés d'un huissier. Di Biase fils les empêche de rentrer et même porte la main sur l'un des ouvriers. Les travailleurs licenciés décident d'employer la procédure rapide mais risquée, de traduire leur patron au Tribunal des Référé et ils engagent leurs camarades à les soutenir. L'inspecteur de la Sécurité est saisi également de l'affaire et après sa visite, il exige une mise en conformité immédiate de l'établissement.

Quinze jours plus tard, le jugement a lieu. Di Biase père se présente, mais nie le licenciement collectif, deux travailleurs seulement étaient employés dans son établissement. Le juge ne dira pas la même chose, il exige la réintégration des deux ouvriers, et s'il déboute les quatre autres ouvriers ce n'est que parce que leur plainte doit être portée contre celui qui juridiquement est leur patron : le fils Di Biase.

Il s'agit là d'un succès qui ne manquera pas de faire réfléchir les petits patrons qui tentent de contourner la loi. Pour les travailleurs, c'est une avancée dont ils devront se servir pour se garantir contre la répression patronale. Aux Ateliers de la Durance, les travailleurs attendent que la réintégration de leurs camarades prenne effet. Soyons certains qu'ils feront payer cher à leur patron son attitude inhumaine.

Gageons également qu'ils obtiendront satisfaction sur leur cahier de revendications :

- respect des qualifications légales,
- chaussures de sécurité prises en charge à moitié par le patron,
- augmentation de 1 F de l'heure pour tous,
- paiement des salaires durant le temps de travail.

Correspondant ■

● Péchiney-Noguères : ce n'est pas fini !

Le conflit de Péchiney-Noguères n'est pas terminé. En effet, selon le protocole d'accord du 14 août, des pourparlers étaient prévus pour octobre-novembre sur le problème des classifications, un des éléments majeurs du conflit. Deux rencontres ont effectivement eu lieu, mais sans solution concrète.

Pour appuyer leurs délégués dans la négociation, plusieurs actions ont été menées par les travailleurs des établissements du groupe Péchiney : le 16 novembre, deux heures d'arrêt à Noguères avec assemblée générale. Le 20 novembre, 24 heures de grève à Chedde, Aiguebelle, Notre-Dame-de-Briançon, dans la vallée de la Maurienne, dans la vallée de la Tarentaise, etc.

Rappelons par ailleurs que le 16 octobre l'usine de Noguères était déjà remise en marche à 65%. Elle retrouvera sa capacité complète de production fin novembre. Ceci en dit long sur le chantage à la casse de l'outil de travail qui fut celui de la direction.

En réalité, comme l'a démontré la fédération de la Chimie CFDT, lors d'une récente conférence de presse, l'arrêt des cuves, même à la suite de grèves, n'est pas

nouveau, en France comme à l'étranger. En France, deux séries de cuves (d'un autre type que celles de Noguères), arrêtées à la suite de la grève de l'usine de l'Argentière, en novembre 1972, ont été redémarrées sans ennui fin août 1973, alors que cette opération était prévue en 1974.

A l'étranger, la société Alcan a déjà eu à faire face à de telles situations sur des séries identiques à celles de Noguères. Ainsi, en 1970, 900 cuves de l'usine de Kitimat au Canada avaient été arrêtées à la suite d'une grève portant sur le renouvellement du contrat d'entreprise. Ces événements et les méthodes de démarrages étaient connus de Péchiney.

Ces éléments d'information montrent à l'évidence que Péchiney a pratiqué le bluff et le chantage à l'emploi, alors qu'elle n'avait pas d'inquiétude à se faire.

Par contre, la compétence du personnel de Noguères, ajoute la CFDT « a été déterminante dans la relance de la production. Ce sont d'abord les grévistes qui ont assumé les tâches de redémarrage, montrant par là qu'ils étaient respectueux de l'outil de travail ».

Correspondance ■

CERIZAY : COUSSEAU TOUT-JOURS TETU !

Le 9 novembre, au tribunal de Bressuire, salle comble, pour la séance d'audience. On a même dû faire de la place au banc des accusés pour les représentants de la CFDT !

L'avocat de Cousseau demandait la rupture du contrat de travail de Thérèse Albert. Ferme, l'avocat de la CFDT, M^e Fournier, a insisté pour que le sieur Cousseau se mette en règle avec les tribunaux : Thérèse doit être réintégrée à son poste, à l'usine de Cerizay.

Si Cousseau persiste dans son entêtement, eh bien, le juge désignera un administrateur provisoire qui devra exécuter la décision. Mais il faut stopper les poursuites judiciaires. L'avocat de Cousseau est bien embarrassé. Quant à Cousseau, on ne sait ce qu'il pense, il n'était pas présent à l'audience.

Résultat des courses : le 29 novembre. On reste à l'écoute.

F. C. ■

P.S. : à l'U.D. CFDT des Deux-Sèvres, on continue l'échange des chemisiers jusqu'à épuisement des stocks (toujours contre un chèque de 40 F). Un disque des chansons des « piquantes demoiselles de Cerizay » va bientôt sortir. Un livre est en préparation. Tous renseignements à UD CFDT, 1, rue du Mûrier, 79000 Niort.

BRESSUIRE : L'EMPEREUR... CE N'EST PAS DU LUXE !

Encore des problèmes dans le textile... Un secteur qui s'effiloche !

L'entreprise de prêt à porter de haut luxe « L'Empereur » va mal. Pas de travail, des dettes, le dernier directeur en place, le cinquième en neuf ans, a quitté la société depuis octobre dernier, après avoir « bien gagné sa vie » et dit des tas de choses sur la qualité du travail et la place de l'entreprise sur le marché européen.

Pour les ouvrières, ce n'est pas la fortune (des salaires de 700 à 800 F par mois). Déjà deux faillites au palmarès... Jamais deux sans trois dit-on à Bressuire.

La CFDT a réagi et promesse a été faite qu'il n'y aurait pas de pertes de salaires pour les ouvrières. On veut bien le croire, mais là aussi, on suit l'affaire ! Bressuire n'est jamais qu'à 15 km de Cerizay...

Correspondance. ■

TROYES : TRICOTEUSES EN PERIL

Les 800 salariés de l'entreprise Lebocey (fabrique de métiers à tricoter) sont inquiets, eux aussi. La société est en cessation de paiements (blocage des comptes courants), le PDG a démissionné, des administrateurs provisoires sont

nommés. On attend avec anxiété la décision du Tribunal de commerce. Trois solutions sont envisagées : on liquide, on poursuit l'activité pendant trois mois, on cède la société à un acheteur éventuel ?

D'autres travailleurs risquent aussi de perdre leur emploi, ceux des sociétés qui travaillent pour Lebocey (Bordier Troyes, Buchillon-Knoff Annemasse, Usimat-Suisse entre autres).

De l'étude réalisée à la demande de la BNP par le cabinet Orgex, il ressort que les difficultés viennent du service commercial. Le montant des commissions de ventes réalisées à l'étranger n'a rien rapporté aux travailleurs.

Nos camarades de la CFDT se sentent un peu isolés dans leur action. Du renfort serait le bienvenu.

Correspondance. ■

ANDRE : LE CHAUSSEUR SACHANT EXPLOITER...

Grève dans la chaussure — encore. A Rupt-sur-Moselle, cette fois, dans les Vosges, à la Compagnie Vosgienne de la Chaussure (André). Revendications de salaires 2/3, moins de 1 000 F) et de condi-

tions de travail (cadences démentées). Travailleurs venus du rural. Section syndicale CFDT. Grève active. A.G. fréquentes. Situation difficile. Fief à Poncelet, un gars qui est, paraît-il, au gouvernement et s'occupe d'améliorer les conditions de travail (1).

Correspondance. ■

SALINS-MOUCHARD (JURA) : POUR 3 TURCS

Salins-Mouchard (Jura), 4 500 habitants, plus d'une centaine dans la rue le samedi 3 novembre. Par une « longue marche » de 3 km, ils ont protesté contre la prochaine expulsion de trois ouvriers turcs arrivés en France le 3 juillet, c'est-à-dire après le délai de grâce accordé par le ministre Gorse, successeur de Fontanet, qui permettrait aux travailleurs immigrés de « régulariser » leur situation jusqu'au 31 octobre, à condition d'être arrivés en France avant le 1^{er} juin.

Le résultat de cette manifestation est le fruit d'un travail politique en profondeur et qui s'est peu à peu clarifié depuis la création d'un Comité d'aide aux migrants de Salins-Mouchard voici un an. Alphabétisation, recherche de logements et de meubles ont constitué

les premières actions de ce comité animé par des PSU, des « gauchistes », un PS, des militants d'organisations catholiques. Peu à peu, il en est arrivé à poser le problème de la nécessaire unité de lutte des travailleurs français et immigrés.

Les unions et sections locales CGT, CFDT et FEN, le PC et un « bout » du PS participèrent à la manifestation. Grâce au soutien de la population, plusieurs des travailleurs immigrés en instance d'expulsion ont pu se « volatiliser ». Le comité veut obtenir l'annulation de l'arrêté d'expulsion.

Correspondance. ■

CHU HENRI MONDOR

La lutte a été payante, puisque après la grève administrative, le personnel a gagné. Cent quinze agents (soit le comblement à 90 % des cadres budgétaires vacants) ont été embauchés. Le combat de tous a fait plier l'Administration. Pour obtenir la réévaluation des besoins réels en personnel, les moyens d'action déjà mis en œuvre sont toujours valables (panneaux, conférences de presse, manifestations et contrôle régulier sur l'embauche).

Correspondance. ■



éditions universitaires

une équipe :
psychiatres
médecins
sociologues
analystes
moralistes
dirigée par
Robert
VOLCHER

ENCYCLOPÉDIE
DE LA
SÉCURITÉ

1 vol. 99 F

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 51 : Le Recrutement	1,00
N°s 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'École	3,00

Numéros disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce ..	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	3,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	2,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ..	1,50
N°s 46-47-48 : Le P.S.U. « Dossier d'accueil »	3,00
N° 49 : H.L.M. vers la privatisation	1,00
N° 50 : L'autogestion	1,00

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée

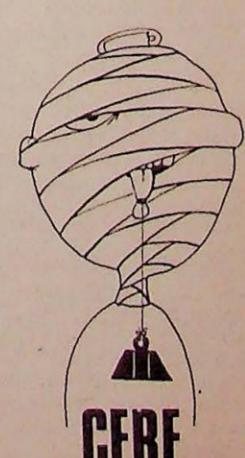
Paiement à la commande par chèque bancaire
ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris

attention école

Madeleine Natanson

GUERIR DE L'ÉCOLE

des enfants en état d'échec



CERF

Un an de TS, 40 F.
Après 15 ans de gaullisme,
c'est donné (Giscard).

CHANTELOUP LES-POTS-DE-VIN

Des cultures maraîchères et des champs de choux violets, des côteaux boisés qui ondulent légèrement sur la colline de l'Hautil, limitant la vallée de la Seine, voilà le décor de Chanteloup-les-Vignes, village aux maisons basses, avec vue imprenable (sauf par les promoteurs en mal de galette). Des pancartes, des banderoles éclatent partout au bord des routes : « Chanteloup les Pots de Vin », « Chanteloup ne veut pas être sacrifié », « halte au massacre » !...

DES 1972, une véritable mobilisation a lieu : près de 200 familles (sur les 700 foyers de la commune) se groupent en une Association de Défense. Son objectif : obtenir l'annulation d'un projet de construction de plus de 4.000 logements. Les promoteurs : des offices d'HLM. L'architecte : Emile Aillaud.

Les accusations : le nom de l'association est révélateur : « Association pour la Sauvegarde du Site de la Boucle de Chanteloup et la Qualité de vie de ses Habitants » !

L'essentiel des griefs : le projet d'Aillaud détruit le site en le dénaturant et porte atteinte parallèlement à la qualité de vie des habitants de Chanteloup. Contrairement à ce qui s'est passé à Grigny — la Grande-Borne, où l'architecture n'a pas été contestée (elle a souvent été admirée), c'est à la fois l'architecture et l'urbanisme qui font ici l'objet d'attaques particulièrement violentes.

Pour l'association, « Chanteloup est la commune sacrifiée... ou élue pour perpétuer l'architecture du modèle nouille... L'opération projetée est qualifiée « d'impressionnant ensemble d'immeubles aux couleurs « psychédéliques », en forme de cercles, de tours, de barres, de serpents... remarquable et par son horreur et par la densité des constructions ». « Ces immeubles bariolés de couleurs vives, forment une véritable barrière du plus affreux effet, masquant l'un des plus beaux côteaux de l'Île-de-France ».

autoritaire et technocrate

L'association dit non aux façades de pâte de verre bleues et mauves. Pour elle, c'est un univers pétrifié, concentrationnaire, sans douceur et inhumain. En outre, le projet initial comporte des immeubles de 15 étages prévus au milieu de la zone pavillonnaire.

Aucun espace n'est programmé. Par contre, d'énormes chaufferies sont implantées à quelques mètres des habitations et particulièrement près des foyers de travailleurs immigrés... En ce qui concerne l'urbanis-

me, qui ne tarde pas à être qualifié « d'autoritaire et technocratique », les accusations se font plus vives encore :

- entassement des constructions : 72 logements à l'hectare, sans espaces verts ;
- déferlement de plus de 15.000 nouveaux habitants sur la population d'un petit village qui n'en compte que 2.500 ;
- insuffisance reconnue du nombre d'emplois dans la région : les migrations journalières sont estimées à plus de 55 % de la population active ;
- inopportunité d'une telle opération à proximité de Cergy-Pontoise, où certains estiment déjà « qu'on a vu trop grand »...
- absence flagrante d'équipements collectifs importants : 200 personnes habitant sur la colline de Chanteloup, sont encore privées d'eau potable à l'heure actuelle !
- absence douloureusement ressentie de moyens de transports : il n'y a pas de gare à Chanteloup, les habitants doivent aller prendre un train à plusieurs kilomètres, à Triel, Andrésy ou Poissy (5 km). Le réseau routier est notablement insuffisant. Il faut plus de 20 minutes pour traverser le pont de Poissy à certaines heures de la journée ;
- entretien d'une forme de ségrégation sociale en isolant une certaine couche de la population.

Comme à Grigny-la-Grande-Borne, également conçu par Aillaud, Chanteloup, quoi qu'on dise, répond à un objectif double : servir de champ d'expérimentation à l'architecte et parquer les pauvres dans des ghettos urbains. Car c'est bien de ghetto qu'il s'agit. Là-bas, il n'y a pas d'herbe. Emile Aillaud déteste le gazon dans les villes. Il s'en explique : « L'idée que l'herbe fait partie de l'existence urbaine est une invention moderne ». Bien sûr, E. Aillaud n'est pas gêné, dans son hôtel particulier de la rue du Dragon, d'être le responsable de l'entassement de quinze mille travailleurs au S.M.I.C. dans les mêmes quatre pièces multipliés à l'infini. En fait de social, des messieurs confortablement installés dans un Paris pour riches, créent des ghettos pour y parquer une population qu'ils n'ont pas envie de côtoyer.

Notons en passant que les notables locaux qui prétendent s'opposer depuis 8 ans, à ces projets de construction, n'ont, comme la plupart du temps en de telles circonstances, jamais donné le moindre début d'information concernant cette implantation menaçant la population de Chanteloup. Maire et conseillers municipaux, par une politique continuelle de compromis et de tergiversations, ont, en fin de compte, préféré les risettes et les poignées de main aux promoteurs, aux intérêts et aux aspirations de leurs électeurs et de l'ensemble de la commune.

les manœuvres de l'agence foncière

Tout commence avec l'intervention de l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne, établissement public qui, le 15 janvier 1966, inonde de lettres recommandées les habitants de Chanteloup. L'Agence est chargée de poursuivre l'acquisition par voie amiable ou par expropriation, des terrains nus et bâtis nécessaires à la construction d'un ensemble immobilier à usage d'habitation et de ses installations annexes... D'une manière brutale, sans avoir jamais été consultés, les habitants de Chanteloup se trouvent donc devant le fait accompli, la menace de l'expropriation est brandie : il était difficile d'imaginer meilleure mesure d'intimidation.

Comme c'est l'usage, une enquête d'utilité publique est ouverte à la mairie de Chanteloup le 1^{er} février 1966 et à Chanteloup, on croit un instant que les choses n'iront pas plus loin lorsqu'on apprend que le commissaire enquêteur vient d'émettre un avis défavorable au projet de l'Agence Foncière. Le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire à la suite de cet avis défavorable, considère que l'opération n'entre pas dans les prévisions du plan d'aménagement de la région parisienne approuvé par le Décret du 26 juin 1939. C'est d'ailleurs si vrai que, peu de temps avant, une demande de permis de construire relative à un garage était refusée en raison de sa hauteur qui détruisait le paysage dans une zone d'habitations basses avec jardins. Parallèlement, néanmoins, l'Agence Foncière avait, tambour battant, mené à bien son entreprise d'achat amiable de la grande majorité des terrains, un certain nombre d'habitants de Chanteloup s'étant évidemment laissés prendre à ses mesures d'intimidation.

les révélations d'Aranda

Des plus intéressants est l'avis donné par le Comité Consultatif Economique et Social de la Région Parisienne, le 9 novembre 1971, exprimant que le caractère particulier de cette région devait être sauvegardé.

De manière encore plus précise cette zone devait être plus particulièrement réservée à une forme d'urbanisation faisant une large part à l'habitat individuel...

« Ce fut l'entreprise Pascal, dont M. Tomasini connaît bien les dirigeants, qui emporta le marché, révèle Gabriel Aranda. Or, pour enlever cette commande, l'entreprise Pascal devait déposer un « modèle » pour la construction des HLM et obtenir, à partir de là, l'agrément de l'Etat. La politique des « modèles » consiste à passer avec un constructeur, un marché de gré à gré, pourvu qu'il présente un devis inférieur de 5 % au prix plafond habituel des HLM. Dans l'opération de Chanteloup-les-Vignes, ces 5 % portant sur le rabais de masse consenti lorsqu'il s'agit de plusieurs milliers de logements... Par la suite, l'entreprise Pascal, soutenue par quelques personnalités du monde politique, demande à être déchargée de cette double obligation. Le constructeur avait jugé utile d'apporter officiellement des modifications à son modèle pour élever ses prix jusqu'au plafond ».

En définitive, l'association a gagné sur beaucoup de points. Ce n'est bien entendu, pas la victoire totale, mais le bilan est important (voir ci-contre). En effet, le 14 juin 1973, un jugement du tribunal administratif de Versailles, ordonnait le sursis à l'exécution de trois permis de construire. Mais les travaux continuent de plus belle. Les requins de l'immobilier poursuivent ainsi cette politique systématique du fait accompli appliquée depuis le début de l'opération.

Trois mois après les décisions du tribunal, l'association parvenait enfin en variant les actions, à faire stopper les travaux : constats par huissier, appels au juge d'instruction, lettres au ministre de l'Equipement ou du Logement, informations à la presse, tracts, conférences de presse, etc.

Depuis deux ans, l'équipe dynamique qui anime l'association n'est jamais restée passive ou repliée sur la défensive : tracts, panneaux, affiches et slogans recouvrant les panneaux des offices de construction.

« Non à la Daurade et à ses requins ». Il y eut également un millier de lettres envoyées à tous les sénateurs et députés, les maires des communes avoisinantes,

BILAN ACTUEL DE L'ACTION DE L'ASSOCIATION :

- Arrêt total des travaux depuis le 10 septembre, en attendant un règlement du conflit ;
- 1.100 logements supprimés sur les 4.170 initialement prévus ;
- Suppression des tours de quinze étages ;
- Un stade de 13.000 mètres carrés, une piscine, un complexe évolutif, trois hectares d'espaces verts, obtenus, qui n'étaient pas prévus ;
- D'autre part, le montant du fonds de concours attribué initialement pour 4.170 logements, reste identique pour les 3.100 restants.

les conseillers généraux, etc., qui provoquèrent le dépôt de questions écrites auprès du ministre de la Construction.

De nombreux recours en Justice furent également déposés durant ces deux années. Il est évident que les actions de type purement parlementaire citées plus haut, ne sont pas, dans ce genre de conflit, à négliger. Elles ont permis dans ce cas, de développer le scandale au grand jour et d'accentuer les contradictions du système politico-financier. On doit toutefois à la vérité de dire que c'est grâce à la liaison étroite de l'affaire de Chanteloup avec le dossier Aranda que la presse, dans son ensemble, fut contrainte d'ouvrir ses colonnes à la description du scandale, ce qui aida fortement l'association.

Les conditions vraiment extraordinaires d'irrégularités par rapport à la légalité bourgeoise, s'expliquent, bien entendu, par les multiples pots de vin et passe-droits. De ce point de vue, la plus belle partie de l'iceberg immergée, semble être ces 500 millions accordés par l'entreprise immobilière Pascal aux caisses de l'UDR.

Au royaume de la pourriture, il est encore possible de marquer des points contre la ligue politico-immobilo-financière. L'exemple de Chanteloup nous le prouve, lorsque les requins se heurtent à des hommes et des femmes décidés.

Correspondant ■

le militant syndicaliste

VOILA un ouvrage que tous les militants (syndicalistes et politiques) devraient lire. Les auteurs avaient déjà publié dans « L'ouvrier d'aujourd'hui », en 1965, le bilan d'une enquête sur la condition ouvrière qui allait contre les théories de la « déprolétarianisation » des ouvriers. Dans ce nouvel ouvrage sur « Le militant syndicaliste d'aujourd'hui » ils se demandent : qu'est-ce qui fait agir ainsi les ouvriers, les techniciens, les cadres ? (1) Ils ont réuni et commenté des interviews, des biographies, des documents, auprès de militants des centrales syndicales ouvrières et en ont tiré une analyse de leurs motivations, de leurs expériences, des sources de leur comportement.

Les motivations sont très variables, plus ou moins liées aux conditions de travail ou à une idéologie naissante, à des déceptions et à des espoirs, à des questions économiques ou politiques. Mais il s'agit toujours de la greffe d'un besoin d'agir sur une position de classe, collective. Le militant est celui qui éprouve le besoin d'insérer son activité dans des mécanismes sociaux dont la structure bourgeoise, étatique ou bu-

reaucraticque tente de nier l'importance vitale, les mécanismes d'affranchissement et de libération.

L'analyse montre que les cadres ou les techniciens ne réagissent pas, en moyenne, de la même façon que les travailleurs manuels. Néanmoins, l'organisation industrielle moderne tend à faire converger toutes ces façons de militer. Pour la plupart d'entre eux, le syndicat est une école autant qu'un moyen de lutte. On s'aperçoit que les conditions techniques du travail, le genre d'entreprise et de production, marquent moins l'état d'esprit des syndicalistes militants que leur attitude envers les patrons, dirigeants et cadres d'atelier. Ce sont les rapports de travail qui entraînent l'activité militante, beaucoup plus que la nature technique du travail exécuté par les ouvriers.

V.P. ■

(1) A. Andrieux et J. Lignon. « Le militant syndicaliste d'aujourd'hui ». Préface de Pierre Naville. Ed. Denoël-Médiations, 1973, 327 pages. En vente à la Librairie TS.

Un abonné
nouveau
par militant !

○ N ignore si le vice-président du tribunal de grande instance de Digne, Pierre Carrias, est membre du Syndicat de la magistrature. En tout cas, le jugement en référé qu'il vient de prononcer concernant une affaire de licenciement à Manosque marque une avancée en matière de droit du travail : il a en effet étendu la protection des syndicalistes à tous les travailleurs victimes de la répression patronale. Comme le font remarquer nos camarades de la Fédération des Basses-Alpes, cette information mérite d'être connue de tous les travailleurs car elle fait jurisprudence. Nous donnons page 10 des détails complémentaires sur cette affaire.



« au nom du peuple »...

« Justice, hiérarchie, pouvoir »... Sans ce grand J à Justice, ç'aurait pu être le thème d'un congrès de parti politique. C'était celui du *Syndicat de la Magistrature* pour son congrès, la semaine dernière à Paris. Un syndicat plutôt « anormal » puisqu'il va jusqu'à fréquenter d'autres syndicats — ouvriers ceux-là — pour parler un langage commun, sur le droit de licenciement par exemple. 1 200 magistrats (sur 4 000 au total) peu « respectables » qui osent défendre le juge Pascal, rappeler que la Justice est rendue « au nom du peuple » et que si les mots ont encore un sens, il faut le faire savoir. Bien sûr, s'ils ne veulent plus se draper dans leurs robes noires, ces juges s'opposent toujours à des « justiciables », et la fonction demeure, moyennant quelques aménagements. Ce n'est déjà pas si mal — souvenons-nous du « petit juge » de « Z ». Mais si certains adhérents du Syndicat sont prêts à se mettre en cause totalement, c'est que cette société leur laisse du temps pour y réfléchir. Le temps qu'il faudra à la Justice pour perdre sa majuscule. Deux membres du Bureau ont répondu à nos questions.

● Quelle est votre conception du rôle du magistrat et en quoi diffère-t-elle de celle du reste de la magistrature ?

— Jusqu'en 68, le corps de la magistrature était relativement uni. Et s'il y avait une crise de la justice, elle n'avait pas encore profondément traversé les magistrats eux-mêmes qui, bien sûr, étaient conscients des insuffisances de l'appareil mais ne remettaient pas en cause d'une manière systématique leur condition et le fonctionnement de la justice. Il existait alors une organisation professionnelle qui avait des revendications de type corporatiste. A sa création en 68, le Syndicat de la Magistrature a manifesté un souci de continuité, sans se placer en rupture avec le monde judiciaire ; il fallait apporter une nouvelle définition du magistrat à partir de nouvelles analyses, mais toujours dans le cadre du monde judiciaire où se posaient des problèmes, là aussi, qu'il ne s'agissait plus de masquer. Le magistrat n'était plus cet homme « neutre », mais un homme qui avait aussi des problèmes, et des problèmes de nature politique. C'est ce qu'on a d'abord voulu montrer, avec la volonté d'en informer le public afin d'obtenir de lui certains éléments de réponse.

— Nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions pas rester isolés. Au début, nous avons eu des contacts avec d'autres organisations syndicales du Ministère de la Justice. Cela a abouti au Comité national Liaison-Justice regroupant 17 organisations professionnelles. Après s'être intéressé au budget de la Justice, ce comité en est venu à aborder le problème de la formation. C'était déjà moins corporatiste.

● ... Et puis, un tournant s'est produit...

— Oui, à une émission de télévision, quand l'ancien président avait parlé de « bavures policières ». On s'est fait alors « agresser » par tout un tas de gens. Et nous avons pensé qu'il nous fallait établir des relations avec d'autres et en particulier avec les syndicats de policiers. Ce qui a été fait (1). Même chose aussi avec les syndicats de journalistes. Enfin, nous venons de créer un Comité de liaison « presse-police-justice » dont la nécessité est apparue crûment lors des incidents de Besançon. (2). Ce comité semble d'ailleurs inquiéter pas mal le pouvoir... Là, en effet, nous nous substituons à la hiérarchie habituelle, qui est verticale et par fonction, pour favoriser une sorte de relation horizontale.

● ... C'est l'ouverture sur le monde extérieur...

— Exactement. Et nous court-circuitons un peu les niveaux hiérarchiques, chez nous, dans la police et dans la presse. A la base.

— Nous voulons ainsi introduire auprès de personnes travaillant plus ou moins ensemble mais qui avaient l'habitude de s'opposer, la nécessité d'une information réciproque et également une notion de solida-

rité. La question se posant alors de déterminer si l'on n'est pas, les uns et les autres, victimes de forces qui nous dépassent et auxquelles il faudrait opposer un front commun.

● ... Un front que vous n'hésitez pas, selon votre stratégie, à agrandir jusqu'au public.

— Nous n'avons pas vraiment de stratégie, mais des grands principes : développer l'information pour que la justice devienne compréhensible, qu'elle soit perçue par tous ceux qu'elle concerne et par les procédures de restitution, comme nous disons : c'est-à-dire que la justice n'appartient pas aux magistrats ni aux avocats ; elle appartient au peuple et c'est d'ailleurs en son nom qu'elle est rendue : « Au nom du peuple français ». Mais le peuple a toujours subi sa justice et en a toujours été exclu. Nous pensons qu'il est temps de lui redonner. Et il faut bien comprendre que ce n'est pas le problème des seuls magistrats.

● Mais une justice qui va vers le peuple, ce n'est pas encore une justice populaire... Il y a une notion de classe qui ne saurait vous échapper, même si vous devez employer une autre terminologie.

— On ne pose pas à priori de postulat déclarant par exemple qu'il existe une justice de classe ou qu'elle pourrait ne pas exister. Nous pensons que lorsque le corps social aura en sa possession toutes les composantes de l'institution judiciaire il lui appartiendra de faire des choix : est-ce qu'il voudra une justice protégeant certains intérêts et non d'autres ? Nous sommes, pour notre part, disposés — car nous n'avons que la légitimité qu'on veut bien nous donner — à répondre à la demande, étant entendu que nous faisons tous nos efforts pour que cette demande aille dans le sens d'une plus grande démocratie.

● Quelle est votre position par rapport à la délinquance considérée comme fait politique ou, pour être plus précis, par rapport à ces délits dits « de droit commun » qu'il est difficile, sinon impossible, d'isoler d'un contexte politico-social ?

— Considérant la distinction entre le délit politique et le délit qui ne l'est pas, nous pensons que c'est là encore une considération technique introduite dans notre droit pour masquer certains problèmes. Je ne sais pas si, d'une manière générale, il existe un délit politique et un délit qui ne l'est pas. Mais lorsque, par exemple, un jeune garçon qui n'a pas de travail, dont la mère se livre à la boisson, que lui-même n'a pas d'argent et qu'un soir il se dispute, frappe éventuellement un policier, ou vole une voiture, est-ce qu'il s'agit d'un délit de droit commun ou d'un délit politique ? Je pose la question en refusant d'y répondre car nous ne savons pas actuellement ce qui est politique ou ce qui ne l'est pas.

● C'est déjà une façon de répondre... Votre prudence peut se comprendre : beaucoup de monde vous observe...

— C'est vrai, mais il y a aussi le fait que nous n'avons pas entamé à ce sujet une réflexion générale. Nous avons fait, lors de nos précédents congrès, des études sur des cas particuliers autour de thèmes comme « la justice et l'argent » et « la justice et la propriété ». Nous avons ainsi été amenés à nous préoccuper du vol dans les grands magasins ; et nous avons dit très nettement que nous pensions que ces vols-là mettaient en cause la nature des circuits de distribution. Vous en tirez vous-même la conclusion... Mais nous n'avons pas encore fait une étude exhaustive de ce problème.

● Pour en revenir au pouvoir en place, nous savons que les moyens ne lui manquent pas pour tenter de ramener un juge « à la raison ». L'un de ces moyens, c'est la notation qui conditionne l'avancement hiérarchique. Vous vous y êtes déjà opposé. Où en êtes-vous sur ce point ?

— C'est en effet le Syndicat de la magistrature qui, profitant d'une affaire particulière — l'affaire du juge Pascal, — a révélé ce procédé à l'opinion publique. Nous avons montré alors que le magistrat n'était pas noté en fonction de ses capacités. C'est ainsi que le juge Pascal a vu ses notes baisser d'une année sur l'autre à cause de l'affaire de Bruay. Or, le juge Pascal n'est pas un jeune juge ; il paraît curieux qu'en un an un homme comme lui ne sache plus de Droit... On sait qu'en fait il s'était vivement opposé à la hiérarchie et en particulier au Parquet...

● Il fait partie de votre syndicat ?

— Il en a fait partie mais il n'y est plus. Ce qui est intéressant, à propos de cette affaire Pascal, c'est de bien montrer comment un magistrat dont tout le monde s'attache à dire qu'il doit être indépendant, puissant et tout, comment cet homme-là pouvait être noté et voir du jour au lendemain sa carrière totalement compromise. C'est une règle générale dans la fonction publique qui ainsi, tient tous ses serviteurs dans le creux de sa main. Nous avons eu



raison de faire ainsi puisque, quelques mois plus tard, la chancellerie a changé le système de notation du juge d'instruction. Désormais, il est noté par les magistrats du siège et non plus par le Parquet. Auparavant, si un juge s'opposait, comme il en a le droit, au procureur celui-ci avait tendance à baisser les notes.

● C'est là une amélioration du système, mais celui-ci reste toujours en place...

— Vous avez entièrement raison...

● Alors, cette hiérarchie, la remettez-vous totalement en cause ou bien souhaitez-vous seulement l'améliorer ?

— C'est le thème de notre congrès. Nous remettons en cause le juge dans sa propre hiérarchie et le juge qui, lui-même, exerce une hiérarchie à l'égard de ses propres collaborateurs. Nous remettons aussi en question la hiérarchie des juridictions qui n'existe pas seulement par la prétendue nécessité d'une bonne administration de la justice, mais par le souci de ne pas déplaire, d'être conformiste. Il s'agit aussi de forcer les gens à prendre conscience de l'existence de cette hiérarchie et, tant qu'elle est en place, de vouloir la contrôler dans l'intérêt des justiciables.

● Au fond, c'est très réformiste...

— Nous avons plusieurs démarches au Syndicat, où il existe en effet, une tendance réformiste. Mais nous nous refusons néanmoins de nous situer en termes de réforme ou de révolution car cela revient, dès le départ, à qualifier un comportement. Si la majorité du Syndicat décide d'avoir un comportement qui ne soit pas réformiste, nous l'accepterons. Nous posons alors la question de savoir si dans une société qui elle-même n'est pas révolutionnaire au sens très large, une démarche qui le serait pourrait être viable.

● Avez-vous été amenés à faire des comparaisons entre les systèmes juridiques et politiques ? Si oui, en avez-vous tiré des enseignements, voire une tactique dans l'hypothèse d'un changement de régime en France ?

— Nous n'avons pas fait une telle étude. Mais au moment des dernières élections législatives, nous avons pensé qu'il n'était pas possible de laisser la justice en dehors de la campagne ; et nous avons posé des questions à tous les partis à propos de la justice. Nous avons d'ailleurs été déçus de la plupart des réponses.

— Il est certain que si demain un gouvernement de gauche venait à prendre le pouvoir, il y aurait des problèmes de liberté extrêmement importants à résoudre. En tout état de cause, nous maintenons nos forces de créativité pour que la justice ne soit jamais trop au service d'une idéologie qui pourrait, dans certains cas, aliéner les libertés et les hommes d'une manière générale.

Propos recueillis par Gérard BOREL

(1) Avec les syndicats de police CGT, CFDT, le Syndicat autonome des policiers en civil, la Fédération Monatte, le Syndicat des commissaires de police et le SNIP (CRS).
(2) Quand la police opéra une saisie de photos au siège d'un journal local.